

Rapport d'Activité 2018 ALTHEA

8 rue du Vieux Temple - Grenoble -

Siren: 779559368 - Code APE 8790 B -

Oasis 38

8 rue du Vieux Temple 38 000 Grenoble

Appart 38

8 rue du Vieux Temple 38 000 Grenoble

Espace Pleiade

8 rue du Vieux Temple 38 00 Grenoble



Sommaire Avant-Propos p.3 ■ Le Mot de la Présidente, Le Mot du Président Le Mot du Directeur, **Chapitre 1. L'Association ALTHEA** p.7 Chapitre 2. Oasis 38 p.19 Chapitre 3. L'Appart' 38 p. 71 **Chapitre 4. Espace Pleiade** p.107

Le Mot de la Présidente et du Président ... passage de relais/ bilan

Marie-Thérèse Borde,

Comme vous le savez, lors de notre dernière A.G. de JUIN 2018, je vous ai fait part de mon intention de ne pas renouveler mon mandat de Présidente de l'Association ALTHEA et de céder cette responsabilité; Hubert Vernay a été élu président par l'ensemble du Conseil d'Administration.

Lorsque je fais le bilan de ces quatre années, je vois défiler sous mes yeux les départs à la retraite, les départs pour de nouveaux horizons, les nouvelles embauches, les appels à projet, les soucis, les naissances. La vie, avec ses joies et ses peines.

Durant ces années, nous avons essayé de consolider le Conseil d'Administration en accueillant de nouveaux membres qui nous apportent la richesse de leur réflexion et leur dynamisme.

Pour répondre aux nouvelles politiques sociales, nous avons entamé un travail de rapprochement avec l' ALC de Nice. Cette association nous a paru porter les mêmes valeurs que les nôtres et nous avons fait un long cheminement avec son Conseil d'Administration en vue d'une future filialisation. Nous avons décidé de mettre un terme à cette démarche quand nous nous sommes rendus compte nous perdions une certaine indépendance de fonctionnement (autonomie, CA amoindri...).

Au cours de ces années j'ai assisté à une profonde mutation du travail social. L'instauration d'Appels à Projet a établi une concurrence entre les divers acteurs de l'insertion. La belle unité qui existait au sein du Collectif des CHRS s'est délitée et cette entité a perdu sa force de représentation locale.

D'autre part, la recherche de nouveaux financements pour assurer la continuité des missions de nos établissements mobilise toutes les énergies et les forces vives de l'équipe de direction et reste une préoccupation permanente.

Le Conseil d'Administration est conscient des difficultés rencontrées par le personnel qui doit, sans cesse s'adapter à de nouvelles directives dans le cadre de l'évolution du travail social.

C'est dans ce contexte économique contraint que je cède la responsabilité de la présidence à Hubert Vernay, élu par le Conseil d'Administration. Je sais qu'il est capable de relever bien des défis et qu'il saura accompagner ALTHEA dans ses missions auprès des plus précaires.

Marie-Thérèse Borde Présidente

Mkillande

Hubert Vernay

Remerciements:

Je veux tout d'abord remercier Marie Thérèse BORDE d'avoir accepté dans un contexte difficile, la tache de présidente de l'association, puis d'avoir assumé pendant 4 ans ses responsabilités. Elle y a mis sa connaissance du milieu social et sa disponibilité à contribution entrainant avec elle le Conseil d'Administration, pour gouverner le « bateau ALTHEA » avec zèle et compétence. Elle continue à nous faire profiter de son expérience en tant que vice-présidente.

Merci aussi au précédent Conseil d'Administration pour son engagement. Deux administrateurs ont souhaité mettre fin à leur mandat ; nous accueillons un nouveau membre en la personne de Marcel KLAJNBERG.

Un pilier du service l'APPART, Catherine DESCHAMPS est partie prendre un repos bien mérité après plus de 20 ans de bons et loyaux services durant lesquels elle a marqué le service de son empreinte. Merci à elle.

En fin d'année, et malgré nos efforts répétés au fil des ans, nous avons dénoncé la convention avec le C.H.A.I concernant le service Pléiade mettant ainsi fin à son activité qui générait un déficit structurel. De ce fait Clara et Franck ont rejoint leur administration d'origine. Merci à eux pour leur participation à la vie de l'association durant leur présence parmi nous.

« Et the last but not the least », je veux remercier les équipes d'ALTHEA et son directeur qui assurent jour après jour leur mission auprès des publics les plus précaires sans ménager leurs efforts.

Quoi de neuf?

Globalement en 2018 nous avons vu l'état annoncer une baisse des budgets de 57 millions sur 5 ans soit 3%. Nous avons été inquiets tant que nous ne savions pas comment nous serions touchés. En fait comme nous sommes en dessous du taux plafond, cela s'est traduit seulement par une légère baisse de la DGF mais avec un financement stable pour l'association.

L'évolution des politiques sociales, qui se traduit par une restriction des dépenses de l'état en direction de la précarité, s'accompagne de changements dans les pratiques professionnelles et bénévoles (CA). L'attribution traditionnelle de logements évolue vers le Logement d'Abord comme l'intermédiation locative (IML) qui vise un public différent, plus autonome. De ce fait l'accompagnement des personnes sera sans doute différent et nous devrons nous adapter. Sur ce thème du « Logement d'abord » Althea a répondu à un appel à projet de 54 logements sur lesquels nous en avons obtenu 6 d'une capacité de 18 places pour un montant de 33 000 €.

Dans cette optique de changement, à l'échéance 2023 des contrats pluriannuels d'Objectifs et de Moyens devront obligatoires être mis en place pour nos CHRS.

Althea a décidé, avec son CA, d'entrer dans cette démarche dite CPOM/CPO qui nous procurera de la souplesse dans la gestion et une visibilité financière à 3 ans, durée du contrat renouvelable. Le travail de construction de ce contrat a commencé fin 2018 par une phase de diagnostic et se poursuivra jusqu'à la signature du contrat à l'automne 2019. Cela représente pour le directeur et ses équipes un effort conséquent.

Il est à noter que nous sommes la première association iséroise à entreprendre ce travail dont la conclusion sera médiatisée par la DDCS.

Et puis nous sommes vivement encouragés à rechercher de nouveaux financements, ce à quoi notre directeur consacre du temps et de l'énergie. Les subventions ainsi obtenues constituent un apport non négligeable à notre équilibre financier.

Conclusion

Pour terminer, un petit mot d'humeur ; Il semble que les valeurs et les pratiques du social s'alignent sur celles de l'entreprise. Nous sommes confrontés à la philosophie de la « startup nation » voulue par E. Macron où les mots magiques à la mode sont : rentabilité, efficacité, développement et évidemment concurrence.

Il semble que le collectif a vécu ; malgré les relations que nous continuons à entretenir avec les autres associations du secteur nous nous sentons seuls devant les défis qui nous attendent. Pour l'heure, les efforts de chacun et notre professionnalisme contribuent à la solidité de l'association, mais nous devons rester vigilants et prêts à nous adapter aux changements, tout en conservant notre spécificité (réactivité et adaptabilité face aux futurs enjeux).

Le Président Hubert VERNAY

Le Mot du Directeur,

2018 a été une année charnière.

Je veux tout d'abord exprimer mon regret d'avoir été amené en concertation avec le Conseil d'Administration, à arrêter le dispositif Pleiade (AVDL) sur cette fin d'année 2018. En effet, malgré une volonté farouche de maintenir ce dispositif, en lien avec la DDCS, nous ne sommes pas parvenus à conserver ce service pour des raisons strictement financières.

Les nouvelles politiques sociales mises en place par l'Etat dans le cadre de l'insertion par l'hébergement, nous ont amenés à réfléchir et à agir quant à l'avenir de notre Association.

La politique du logement d'abord et les restrictions budgétaires commanditées par le ministère des affaires sociales concernant les CHRS, nous ont conduits, en lien avec les services de l'Etat (DDCS), à « ouvrir le chantier » du CPO/CPOM prévu dans le cadre de la loi Elan.

Après un travail mené en interne par les administrateurs et l'ensemble des salariés sur la question de ce changement de paradigme à propos de nos missions, le Conseil d'Administration d'ALTHEA a validé la mise en place d'un CPO/CPOM proposé par la DDCS dans le cadre de nos relations professionnels et des liens de confiance qui nous unissent.

Nous sommes la première Association de l'Isère à intégrer ce travail de CPO/CPOM en partenariat étroit avec les services « Pôle Hébergement et Logement social » de la DDCS.

Ce CPO/CPOM doit nous permettre, dans sa finalisation, de développer des projets au sein d'ALTHEA afin de consolider l'existant et d'évoluer vers de nouvelles pratiques et développement de projets, en maintenant nos valeurs.

C'est un beau challenge, et je remercie l'ensemble des membres du CA, les salariés et la DDCS de nous accompagner dans cette évolution de nos pratiques sociales.

Alexis Vaussenat.

Chapitre 1 : ALTHEA

Sommaire

I.	2018, année dynamique	p.11
II.	Passage de relais à la présidence d'Althéa	p.11
III.	L'actualité en France 1. « Make our planet great again » 2. Vincent, Paul et les autres 3. Se comprendre pour construire	p.12
IV.	L' Intermédiation Locative / IML 1. Ouverture de 54 logements sur l'Isère 2. Althéa se positionne 3. Vue d'ensemble	p.13
V.	Lancement du CPO/CPOM Althéa	p.14
VI.	Optimisation, nouvelles évolutions 1. Téléphonie stabilisée 2. Audit copieurs et Office 365 3. Centrale d'achat	p.15
VII.	Banque alimentaire de l'Isère	p.17
VIII.	Mouvement de personnel 1. Départs 2. Recrutement 3. Et toujours, les stagiaires	p.18

ALTHEA

I. 2018, année dynamique

L'année 2017 a vu se concrétiser des projets porteurs d'une dynamique fédératrice :

Aux dernières places d'hébergement d'urgence sous statut CHRS (10) se sont rajoutées 5 nouveaux accueils pour publics spécifiques.

En 2018, les orientations politiques valorisent « le logement d'abord » et nous incitent à étoffer notre offre. Ainsi <u>l'Intermédiation Locative sous mandat de gestion</u> semble apporter une diversification intéressante de notre activité. Nous répondons à la commande de l'Etat et nous voyons attribués 6 logements (18 places).

Fin 2018 voit également le lancement de notre <u>démarche de CPOM/CPO menée avec la DDCS</u> de l'Isère et qui se déclinera sur l'année 2019 selon un calendrier rythmant des dates clefs : diagnostic partagé, fiches actions, approche financière, pour aboutir à une contractualisation sur le 3 ème trimestre.

La cohérence du développement « à l'échelle de notre structure » a permis à chacun de s'inscrire dans un travail porteur de sens et de renouveau à la fois.

Dans cette évolution, la pluridisciplinarité et le dynamisme générés par ces nouveaux projets, profitent largement aux <u>personnes accompagnées.</u>

II. Passage de relais à la présidence d'Althéa

Marie-Thérèse Borde s'est engagée à la présidence d'Althéa pendant ces 6 dernières années et c'est elle qui a recruté Alexis Vaussenat en tant que directeur à l'issue d'une période mouvementée et difficile pour l'association (départ de l'ancienne directrice, démission de la présidente, risque de mise en place d'un administrateur).

Marie -Thérèse Borde et le nouveau bureau, engagés aux côtés d'Alexis Vaussenat, ont impulsé une nouvelle dynamique au sein de l'association qui a retrouvé l'engagement nécessaire au développement de projets et à la mise en place d'actions en faveur des plus démunis.

En juin 2018, Mme Borde passe le flambeau à Hubert Vernay qui occupait jusqu'alors les responsabilités de trésorier et était fortement impliqué au sein du bureau.

> . Nouveaux entrants au Conseil d'Administration :

- Marcel KLAJNBERG, magistrat honoraire, administrateur
- Stéphanie PLAISANT, formatrice IFTS, administratrice

Fonction	NOM	Prénom
Président	VERNAY	Hubert
Vice- présidente	BORDE	Marie-Thérèse
Secrétaire	DENURRA	Caroline
Trésorier	THIVOYON	Hervé

3.1 « Make our planet great again »

« Make our planet great again », « les gens qui ne sont rien » « et en même temps » « carabistouille ». Ces expressions sont déjà célèbres. Mais au-delà des formules chocs, Emmanuel Macron a renouvelé le langage présidentiel à coups de concepts, mots rares et vocabulaire entrepreneurial.¹

Au-delà des mots, derrière les formules plus ou moins habiles, que devons-nous comprendre des répercutions sur le volet social de notre société? Quelles sont les évolutions dans la prise en charge des personnes les plus démunies?

E. Macron s'intéresse aux défavorisés, il participe à des maraudes avec le SAMU social, il veut promouvoir une loi anti pauvreté. On entend parler de « logement d'abord », de « places d'hébergement pérennes » de « pensions de familles ».

Des « parolés » (comme chante Dalida) ou de vraies mesures, à suivre

3.2 « Vincent, François, Paul et les autres »2

Ou plus exactement Emmanuel, Nicolas, Gérard et les autres. Car la fin de l'année 2018 est marquée par des démissions qui interrogent notre mission. Gérard Collomb à l'origine de la circulaire ministérielle du 12 décembre 2017 qui pose par écrit le dispositif de contrôle (des personnes étrangères) que le gouvernement veut mettre en place <u>au sein de l'hébergement d'urgence.</u>

d'hébergement d'urgence.

donne sa démission, suivi de Nicolas Hulot quelques mois plus tard. Sur le volet qui concerne notre activité et plus largement sur les orientations politiques, nous restons attentifs aux évolutions afin d'être en mesure de nous adapter.

3.3 Se comprendre pour construire

Polyvalente, polyglotte, Pluridisciplinaire, l'action sociale dans le contexte actuel se diversifie et s'affine à la fois.

L'objectif majeur est de se comprendre pour communiquer de façon claire et précise mais aussi de comprendre, de décoder les textes juridiques et autres formulaire administratifs.

- Ainsi, en CHRS, nos missions s'articulent autour d'une polyvalence obligée; en effet, les démarches administratives complexes, celles relatives à l'accès au droit, et les évolutions législatives nécessitent une perpétuelle actualisation des connaissances juridiques. C'est l'une des raisons pour laquelle une juriste intervient à ALTHEA, dans le cadre d'un partenariat avec l'ADATE.
- Par ailleurs, l'accompagnement éducatif est parfois compliqué du fait de <u>la barrière de la</u> <u>langue</u> et des différences culturelles importantes; le recours aux <u>interprètes</u> est alors nécessaire; une <u>formation en anglais</u> à destination des salariés est à l'étude et permettrait de lever certains blocages et de faciliter les échanges simples.



La tour de Babel peinte en 1594 par Lucas van Valckenborch

12

¹ Extrait Journal Le Monde 20/09/2018

² 1974, film de Claude Sautet

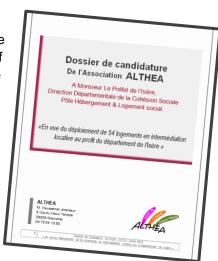
³ Des équipes mobiles constituées d'agents de préfectures et d'agents de l'OFII (Office Français de l'immigration et de l'intégration) mènent des contrôles dans les CHRS

IV. L'Intermédiation Locative / IML

1. Ouverture de 54 nouveaux logements en IML

L'intermédiation locative se définit comme une « forme de mobilisation du parc privé à des fins sociales. C'est un dispositif essentiel dans le domaine du logement adapté qui s'est développé dans le cadre du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. »

La DDCS de l'Isère lance un appel à candidature le 3 juillet 2018, « en vue du déploiement de 54 logements en intermédiation locative au profit du département de l'Isère ».



2. ALTHEA se positionne.

L'Association ALTHEA, répond favorablement à cette démarche par l'intermédiaire de son CHRS Oasis 38. Elle dispose, de fait, de l'agrément d'intermédiation locative et de gestion locative sociale.

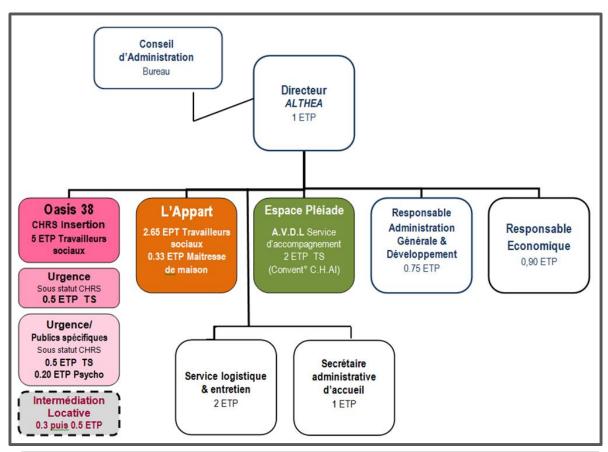
Elle entend, ainsi, s'inscrire dans une dynamique de diversification et élargir son offre à un public différent (accompagnement léger) et en attente de réponse spécifiques et adaptées.

√ 6 logements ont été attribués à Althéa, soit 18 places.

Intermédiation locative en sous location		
Typologie	Quantité	
T1	2	
T2	3	
Т3	1	

Voir : détail et le contenu de l'Appel à projet dans le chapitre Oasis 38

3. Vue d'ensemble :



Organigramme de l'Association ALTHEA en septembre 2018

V. Lancement du CPO/CPOM

Le 28 septembre 2018 marque le lancement de la démarche de CPO/CPOM pour notre association. Sous l'impulsion de la DDCS de l'Isère et en étroite collaboration avec ses services se construit un engagement important, articulé autour d'étapes de travail, de réflexion et d'échanges visant à aboutir en fin d'année 2019 à la signature effective de ce Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens.

Diagnostic partagé, fiches actions, documents martyrs et autres navettes, relecture, volet budgétaire, signature du CPOM, telles sont les étapes de ce travail ambitieux.

Il s'agira ensuite, dans les années à venir, de faire remonter les indicateurs et tableaux de bord visant à suivre la bonne marche de ce contrat.



VI. Optimisation, nouvelles évolutions

6.1 Téléphonie, des économies stabilisées

1) Au-delà

Les dépenses de téléphonie sont stabilisées à près de -70 %.

Pour autant, nous réfléchissons à changer d'opérateur et à modifier les abonnements afin de passer sur des forfaits illimités car nous constatons sur 2018 une légère augmentation des dépenses liées à l'utilisation plus importante des portables.



Evolution des dépenses de téléphonie

6.2 Audit copieurs et office 365

- Le succès de l'audit réalisé sur la téléphonie nous a incités à remettre en question notre solution de reprographie. Le départ du service Pleiade (décembre 2018) a mis en évidence un sur équipement en matière de copieurs. Aussi, nous réactiverons en 2019 une étude approfondie pour optimiser notre solution de reprographie et mise en réseau.
- La démarche entreprise en fin d'année pour installer l'office 365 n'a pas abouti.
 En effet, le site de microsoft sur lequel nous pouvions nous procurer gratuitement l'office 365 (sous certaines conditions) n'a pas traité



notre dossier puis a été résilié.

Nous poursuivons cette démarche qui devrait nous permettre d'améliorer l'ergonomie de l'outil informatique : partage des documents communs et ainsi une gestion facilitée de certaines démarches.

Ainsi, en acquérant cet outil, nous pourrions disposer de planning de réservation des véhicules, des salles de réunion mais également visualiser les emplois du temps de chacun ainsi que les permanences.

...en cours

6.3 Centrale d'achats

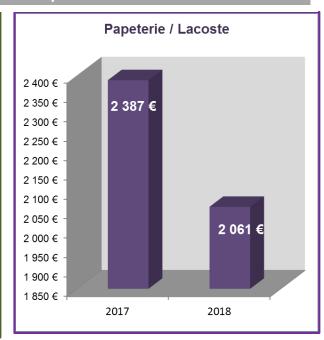
L'adhésion à APOGEE (groupement d'achats) nous permet de bénéficier de tarifs préférentiels. Les dépenses en produits d'entretien ont diminué de 30% depuis 2016.



Les dépenses en papeterie ont diminué de <u>15% entre 2017 et 2018</u> mais devraient enregistrer une nouvelle baisse en 2019, du fait du départ du service Pleiade qui était demandeurs de fourniture spécifiques.

Evolution des dépenses





VI. Banque alimentaire de l'Isère



Le point de départ : l'évolution des publics accueillis et la complexité des situations nous ont conduits à envisager un soutien plus complet, un accompagnement à 360 ° (comme on dit) pour certaines personnes ou familles en difficulté. En effet, quelques personnes, en fin d'entretien, le soir, nous faisaient discrètement la demande de « quelque chose à manger, pour dépanner ». La petite réserve alimentaire que nous avions constituée allait laisser place à un projet plus ambitieux de partenariat avec la Banque Alimentaire.

Plus ambitieux ? Une première rencontre en 2015 avec la direction de la banque alimentaire et le responsable des partenariats nous avait séduite. En revanche, les démarches à effectuer en amont concernant le dossier d'agrément à déposer à la DRJSCS nous avaient parues complexes et les suivis statistiques nécessaires (indicateurs d'Etat, trier les marchandises données par l'Europe, se former au logiciel) nous avaient un peu effrayés

Finalement, au vu de la précarisation de certains de nos publics, nous avons franchi le pas et organisé cette démarche. LA DRJSCS nous a accordé l'habilitation et nous avons monté ce partenariat avec la BAI. Ce sont les travailleurs sociaux qui ont évaluer les personnes bénéficiaires.

Focus sur le sec: ce sont les produits secs qui concentrent notre attention car nous ne disposons pas de la logistique nécessaire (chaine du froid, stockage, retrait hebdomadaire des colis) pour fonctionner sur des produits périssables. Pour autant, les produis secs de première nécessité sont très intéressants: riz, pâtes, semoule, conserves de poissons, conserves de légumes, huile, farine, sauces tomate, soupe, compotes, café, thé.

Oasis et l'Appart : certaines personnes accompagnées par l'Appart, ont rejoint cette démarche car elles font face à des situations très difficiles de prostitution alors même qu'elles élèvent des enfants en très bas âges. Ici, les plats cuisinés et petits pots pour bébé, les compotes et biscuits sont particulièrement appréciés.

Banque Alimentaire les bénévoles de la BAI car leur engagement et leur de l'Isère « professionnalisme » sont en tout point remarquables. En effet, ils cherchent à répondre à nos besoins de façon aussi fine que possible, en prenant en compte des demandes parfois complexes (rajouter quelques couches bébé, quelques produits d'hygiène / éviter les crèmes dessert sucrées : rajouter tels produits/supprimer celui -là).

Un travail d'équipe Cette démarche banque alimentaire a nécessité une coordination en interne (collecte tous les 15 jours à Sassenage/ rangement/ distribution) qui a eu entre autre le mérite de favoriser une dynamique transversale (l'Appart /Oasis)

Et ensuite: La démarche se poursuit et s'affine sur 2019. A l'occasion de l'anniversaire de la banque alimentaire, un food truck dans le jardin de ville a rencontré un grand succès. L'étape suivante sera de nous mobiliser à notre tour (travailleurs sociaux, cadres, personnes hébergées) pour participer à la collecte nationale qui se déroule dans les supermarchés partenaires fin novembre.



VII. Personnel

7.1 Départ

Catherine Deschamps, figure emblématique de l'Appart, a pris sa retraite.

7.2 Recrutement

- Mme Vérice B intervient sur la mise en œuvre de la Table Ouverte du mardi midi à l'Appart et accueille en tant que maîtresse de maison, les personnes pendant les temps de permanence.
- Mme Pascale C. conseillère en économie sociale, rejoint l'équipe de l'Appart et vient proposer un regard neuf et une expertise complémentaire sur les accompagnements.
- Un partenariat avec l'ADATE prévoit la mise à disposition d'une juriste Mathilde D qui vient renforcer les équipes Oasis et l'Appart. Cette approche métier est particulièrement intéressante dans un contexte réglementaire évolutif qui complexifie les démarches d'accès aux droits.

7.3 Et toujours : les stagiaires

En 2018, se poursuit l'engagement d'Oasis à accueillir différents stagiaires puisque force est de constater que les terrains de stages se font rares. Ainsi l'IFTS et l'IUT 2 de Grenoble nous orientent des étudiants que les travailleurs sociaux suivent en responsabilité avec engagement. Cette année, Marion A. a rejoint l'équipe pour préparer son diplôme de monitrice éducatrice



Sommaire

I.	Intermédiation locative : vers le logement	p.23
	 La DDCS de l'Isère lance un appel à projet Parc immobilier : capter dans le privé 	
	3. Mise en oeuvre du travail d'équipe4. Quelques chiffres	
II.	Ces situations d'urgence	p.26
	1. Un sentiment d'inachevé / vignette	
III.	La parole au cœur des débats	p.28
	 S'exprimer par tous les moyens 	
	2. Faire circuler l'information	
	3. Produits d'hygiène & Coin braderie	
	4. Et toujours : la psychologue	
IV.	Ouverture et culture : ça bouge !	p.30
	1. C'est l'été à la plage	
	2. Cueillez cueillez	
	 De la ville à la montagne EKIDEN, d'un commun effort! 	
	4. LNDLN, a an commun enon:	
V.	Statistiques 2018	p.34





Gustav KLIMT, « Mère et enfant » 1905 - affiché dans l'espace d'accueil d'ALTHEA



Salon d'accueil Oasis 38

Oasis 38

I. Ouverture de 54 logements en Intermédiation locative sur l'Isère

Début juillet 2018, la Direction départementale de la Cohésion Sociale nous adressait un courrier et un cahier des charges complet nous invitant à répondre à un appel à candidature ambitieux puisque 54 logements en Intermédiation locative allaient être déployés sur le département de l'Isère.

1.1 La DDCS de l'Isère lance un appel à projet

Une opportunité pour ALTHEA

La démarche est ambitieuse puisqu'il s'agit ici pour notre association de postuler pour un nombre de logements proportionné qui permettra de <u>conserver une cohérence globale de fonctionnement du</u> CHRS.

Les 6 logements demandés (18 places) sont validés.



Les fondements argumentaires

Althea articule sa réponse sur :

- d'une part sur son expérience de gestion de <u>dispositifs d'hébergement</u> <u>dans le</u> diffus :
 - CHRS insertion 72 places, urgence/115 10 places en 2016, urgence publics spécifiques/POHI 5 places en 2017
- d'autre part sur <u>son expertise</u> dans la captation de logements sur le parc privé :
 63 % des logements appartiennent à des bailleurs privés prix au m2 très négocié.
- également un réel savoir-faire et une <u>mise en œuvre effective d'un « service de suite »</u> à la sortie du CHRS pendant 3/6 mois, en partie sur le parc privé.
- mais aussi une équipe riche de compétences ciblées en particulier sur <u>l'aspect</u> juridique (convention avec un service juridique associatif/ mise à disposition d'un juriste) et recrutement d'un <u>technicien polyvalent</u> (remise en état des logements/ prise en main)
- enfin, sur la force d'un <u>développement cohérent</u> et maitrisé d'une association à taille humaine favorisant un travail en transversalité et une forte réactivité.

1.2 Parc immobilier : capter dans le privé

- Parc privé :

L'IML en sous-location prévoit la <u>captation sur le parc privé</u>. On sait que le marché de l'immobilier grenoblois est tendu et que les bailleurs privés sont généralement dans une démarche de placement et d'optimisation que dans une optique altruiste ou sociale. Ainsi, le prix du m2 est élevé sur l'agglomération.

Pour autant, il est important de porter une <u>attention particulière à la démarche de captation</u> puisque ce sont les familles qui paieront leur loyer : il s'agit donc à la fois de trouver un logement agréable tout en veillant à ne pas les mettre en difficulté financière.

- Rapidement:

Les <u>6 nouveaux logements IML</u> doivent être rapidement captés et la DDCS demande des retours précis (statistiques) sur ce point. Le dernier trimestre 2018 doit permettre le déploiement de ces logements.











1.3 Mise en oeuvre du travail d'équipe

Les travailleurs sociaux prennent connaissances des modalités de l'accompagnement spécifique que prévoit le dispositif Intermédiation locative. Pour autant, en cette fin d'année 2018, les orientations ne faisant que commencer, l'équipe d'Oasis n'a pas eu l'opportunité de mettre en œuvre cet accompagnement.

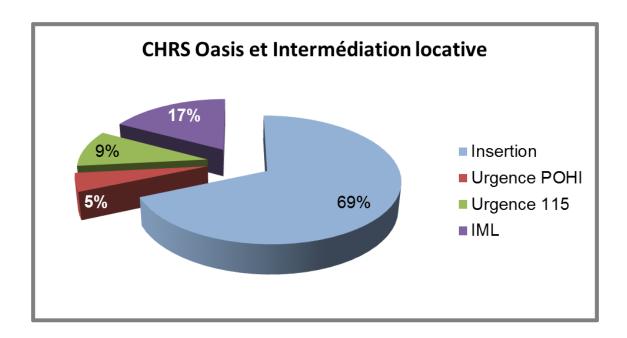
Nous en sommes à l'étape de la captation, en respectant le cahier des charges (dans le parc privé avec des loyers modérés) et de l'aménagement des appartements.

L'année 2019 devrait permettre une analyse plus fine de la mise en œuvre de ce dispositif

1.4 Quelques chiffres

Sur le dernier trimestre 2018, l'orientation sur le dispositif IML (en sous location) démarre lentement. On identifie une difficulté d'orientation, de fléchage, du public cible qui répond à des critères précis.

Désormais, le CHRS offre 87 places ventilées comme suit : 72 Insertion, 10 urgence 115 et 5 urgence POHI et le dispositif IML, avec 6 logements dédiés, propose 18 places.



II. Ces situations d'urgence

Derrière cet intitulé, se trouvent bel et bien des situations douloureuses, compliquées vécues par des personnes, femmes, enfants, familles au parcours de vie non linéaire, surprenant de rebondissements, jalonnés d'imprévus.

Les dispositifs urgence (urgence POHI et urgence 115) oriente vers le CHRS oasis 38 des personnes en grande fragilité pour lesquelles le critère de délais et de réactivité de la prise en charge est requis. 15 places sont consacrées à cet accueil pour lequel le binôme hébergement/accompagnement social prend tout son sens. S'il existe une variété de cas particuliers, pour autant chacun d'entre eux est relié à cette nécessaire rapidité de prise en charge.

2.1 Eclairage: Un sentiment d'inachevé...

Madame B., 60 ans, est arrivée à Oasis 38 le 12 octobre 2016 dans le cadre du dispositif d'urgence 115. Avant son entrée à Oasis, Madame B. était à la rue dormant dehors près de l'hôpital. Madame a un parcours d'errance depuis le décès de son compagnon avec qui elle vivait depuis 32 ans et plusieurs décès dans sa famille dont son père la même année que son ami.

Elle n'avait plus aucun papier : carte de résident de 10 ans et passeport volés dans la rue. Madame se trouvait sans ressource, sans sécurité sociale.... Elle a un bon réseau associatif, connaissant bien le secours catholique, le fournil, le local des femmes, associations qu'elle fréquentait régulièrement pour subvenir à ses besoins primaires tels que les repas.

Passer le temps de l'urgence, avoir « un toit sur la tête », l'accompagnement demande du temps pour créer du lien et pour faire des démarches. En effet, le début de l'accompagnement de Madame B. à Oasis 38 a été de créer un lien de confiance car Madame ne souhaitait pas d'accompagnement pour ses démarches, seul le toit lui importait. Très chaotique, au départ, ne venant que quand elle voulait aux rendez-vous et n'ayant pas de téléphone pour la contacter, l'accompagnement s'est tissé au fil du temps et un réel travail et une réelle relation ont pu se mettre en place. Madame avait confiance en nous et venait très régulièrement.

L'acquisition de ses papiers a été un véritable « parcours du combattant ». Pendant ce temps, je demandais des aides financières au CCAS car elle n'avait pas de ressource pour vivre. Madame a été très active dans ses démarches et parfois très découragée par la lenteur administrative et la multitude de documents à donner, nous disant même qu'elle était mieux dans la rue, plus libre et moins contrainte.

Cela a pris un an pour que Madame puisse enfin obtenir son passeport, sa carte de résident de 10 ans avec des aides financières de la part d'Oasis et du CCAS pour régler les timbres fiscaux. Nous avons pu remettre en place ses droits RSA.

A partir de ce moment, Madame B a coupé les liens avec nous. En effet, elle ne venait plus au rendez-vous malgré nos nombreuses relances. Difficile pour nous d'accompagner des personnes sans les rencontrer. L'obtention de son RSA suppose aussi un engagement contractuel pour qu'elle puisse percevoir ses allocations et ne pas venir me voir supposait qu'elle mette en péril ses démarches.

Nous parlons souvent de Madame B. en réunion d'équipe et en analyse de la pratique car nous avons le souci des personnes.

Ne plus les voir alors que des liens existaient auparavant montre que les parcours sont toujours très chaotiques et que pour certaines personnes, notamment celles qui ont connu l'errance, les ruptures font partie de leur vie et qu'une adhésion à un accompagnement reste toujours très fragile même s'il ne nous paraît pas totalement achevé.

Valérie MACHET Assistante sociale

III. La parole au cœur des débats

Parler, s'exprimer, faire circuler l'information mais aussi écouter et mettre en œuvre des démarches, des projets. La parole est le vecteur majeur de toute communication mais d'autres techniques peuvent également faciliter la circulation de l'information.

3.1 S'exprimer par tous les moyens

Le CVS évolue, s'adapte pour tenter de recueillir mais surtout de <u>susciter la parole des hébergés</u>. Des invitations sont remises en main propre, des questionnaires et/ou sondage permettent de recueillir des avis ou opinions sur la poursuite d'un atelier, la mise en place d'un autre.

Boite à Idées, sous la forme d'un cahier mis à disposition, dictaphone, plusieurs outils visent à favoriser la remonter d'information, de requêtes. Les temps de paroles autour d'un café dans l'espace d'accueil sont précieux bien qu'informels.

3.2 Faire circuler l'information



<u>Les affiches</u>, les flyers permettent une bonne interaction avec les personnes. Un espace réservé dans le salon d'accueil présente l'information du moment et un <u>nouveau planning</u> (sur 1 mois) permet une projection;

Une meilleure interaction est favorisée par <u>l'engagement/inscription</u> demandée aux personnes pour différentes activités (MC2, sortie Nature, ateliers informatiques).

✓ Et c'est ainsi, par exemple, que l'adhésion, l'engagement des personnes a été explicitement demandée dans le travail préparatoire du séjour à la plage. Elles deviennent partie prenante de la démarche, elles

effectuent des recherches quant aux visites ou activités qu'elles aimeraient effectuer, mettent en commun, bref elles sont concernées et actives.

3.3 Les produits d'hygiène rejoignent le coin braderie

Se vêtir, habiller ses enfants, ce besoin se dit discrètement et l'équipe d'Oasis a mis en place un coin braderie, en self-service, en 2017.

Rapidement, une autre demande portant sur les produits d'hygiène a été formulée; c'est un partenariat avec le Diaconat Protestant qui nous a permis d'y répondre.

Produits de toilette : dentifrice, gel douche, brosse à dents, shampoing, savon, les produits d'hygiène sont souvent difficiles à trouver auprès des associations caritatives et ne font généralement pas partie des colis de dépannage. Pourtant, ils participent au bien-être des personnes et aident à construire une image restaurée.



« Vive l'eau qui rafraichit et qui rend beau », comme le suggère la comptine enfantine la toilette développe de nombreux bienfaits.

Nous avons sollicité le Diaconat Protestant qui s'est montré attentif et généreux. Le partenariat que nous avons finalisé nous a permis d'acquérir de nombreux produits de 1ère nécessité.



L'habit : On sait tous que « l'habit ne fait pas le moine » mais pourtant la présentation est importante tant le regard des autres est omniprésent et peut parfois mettre mal à l'aise. Dans un même temps, la nécessité de se vêtir au rythme des saisons est évidente et certaines personnes accompagnées sont ici en demande.

Le coin braderie initié en 2017 fonctionne très bien, chacun l'alimentant en pièces variées. On trouve désormais des <u>vêtements d'adulte</u>, sacs à main, lingerie, anorak, bottes, ainsi que des vêtements d'enfants ou de bébés.

<u>La solidarité fonctionne</u> et certains déposent des vêtements propres et repassés en échange de vêtements qu'ils trouveront à leur goût dans cette braderie solidaire.

MΤ

3.4 Et toujours : échanger avec la psychologue

La démarche entreprise par Laetitia W, psychologue en 2017, se poursuit en 2018. Elle organise son activité en développant 2 axes majeurs : celui de soutien à l'équipe de travailleurs sociaux et celui à destination des personnes et familles hébergées.

Soutien à l'équipe des travailleurs sociaux

Le soutien de l'équipe s'effectue principalement par le biais de réunions hebdomadaires le jeudi matin de 9h à 12h. Ces réunions permettent d'aborder plusieurs aspects du travail social :

Ces temps d'échange sont proposés afin d'apporter un soutien à chacun, de mettre en commun et de <u>faire évoluer les pratiques professionnelles</u>, de dénouer certaines situations problématiques. Chaque travailleur bénéficie ainsi du partage d'expérience et du soutien de ses collègues.

La psychologue est également disponible pour des <u>entretiens individuels</u> à la demande des professionnels.

Soutien psychologique aux familles :

Les modalités du soutien proposé aux familles doit encore se penser.

En effet, les <u>familles ne saisissent pas spontanément la possibilité</u> de prendre contact avec un psychologue.

Une première rencontre permet à la <u>psychologue de présenter son rôle</u>, et d'informer la famille de la possibilité de prendre rendez-vous les jeudis après-midi.

Les entretiens individuels ont pour objectif de proposer <u>un espace confidentiel d'échanges</u>. Toutefois, l'accompagnement en CHRS étant temporaire, ces entretiens visent principalement un objectif de soutien, de valorisation de soi, et vient questionner la position de la personne vis-à-vis de l'accompagnement proposé à Oasis. <u>Un relai vers un thérapeute extérieur</u> devra être envisagé si la personne souhaite un accompagnement thérapeutique plus profond.

IV. Ouverture & culture : ça bouge !

La culture, ici au sens propre comme au sens figuré, est l'un des leviers favorisant la rencontre, l'ouverture, la récolte de découvertes. Cette année, **le projet jardin**, nouvelle initiative d'envergure porte ses fruits ; un **séjour à la plage** concrétise l'aboutissement d'un travail d'élaboration impliquant, mené avec les personnes hébergées. Et toujours, la découverte des **espaces naturels sensibles** ..

4.1 Un séjour à la plage ...

C'est au cours d'une réunion « Paroles des personnes hébergées » en janvier 2018 que l'envie d'un séjour à la plage s'est exprimée. En référence au séjour à Paris organisé en juillet 2017, une personne hébergée qui n'y avait pas participé a dit qu'elle aimerait plutôt voir la mer.

Afin que ce projet mobilise des personnes à participer dès l'organisation, nous avons proposé trois dates de rencontre ouvertes à toutes les personnes intéressées entre fin mars et fin avril 2018.



Six personnes sont venues à l'une de ces réunions et se sont mobilisées jusqu'au départ pour décider ensemble des activités qu'elles souhaiteraient réaliser lors du séjour, du lieu d'hébergement, des repas et du mode de transport.



Deux travailleurs sociaux et une stagiaire en formation d'éducatrice spécialisée ont participé à l'organisation des réunions préparatoires et du séjour en lui-même.

Il a été convenu que le séjour durerait trois jours, qu'au vu du nombre de personnes intéressées, le groupe utiliserait le minibus de l'association pour se rendre dans la ville de Montpellier et pour se déplacer dans la région. Pour ce qui est du lieu d'hébergement et des repas du matin et du soir, le CHRS a conclu un partenariat avec une antenne locale de la société Saint Vincent de Paul de l'Hérault qui fournirait le gîte et le couvert à titre gratuit.

Le séjour a donc eu lieu du mercredi 25 au vendredi 27 juillet 2018, temps pendant lequel le groupe a pu se détendre et profiter de la mer sur les plages de Carnon, de la Grande Motte, du Grau du Roi et de Palavas les Flots. Une visite de la Cathédrale de Maguelone à Palavas les Flots et de l'architecture Montpelliéraine (place de la comédie, quartier Antigone, quartier contemporain Port Marianne, hôtel de ville, quartier de la vieille ville) a complété la détente en bord de mer par le recueillement dans la cathédrale et la randonnée citadine à la découverte de la ville.





Les personnes ont exprimé une grande satisfaction d'avoir participé à ce séjour, elles sont rentrées fatiguées mais contentes d'avoir pu prendre du temps sur les plages et dans l'eau (2 sur 6 savaient nager).

Le plus jeune participant (10 ans) a dit être fière de pouvoir dire à ses copains qu'il a vu la mer pour la première fois et qu'il a eu de « *vraies vacances cette année* ».

Par contre les personnes n'ont pas du tout apprécié la ville de Montpellier, certaines ont dit « c'est une ville violente, il n'y a que des drogués et des bagarres dans les rues ».

En effet, lors des « randonnées citadines », les personnes ont été témoins d'échauffourées entre des personnes vivant à la rue et de consommation de drogue.

Cela leur a fait apprécier le retour dans « *leur petite ville calme* » comme une personne a dit en rentrant à Grenoble.

Ce fût ainsi un séjour riche en expériences nouvelles tant au niveau de la découverte des lieux que dans le fait de « prendre des vacances » en groupe, loin de son quotidien habituel. La réussite est venue de la bonne volonté de chacun de passer de bons moments ensemble et de l'investissement de tous du début à la fin de l'organisation du séjour.





Fleur M. Educatrice Spécialisée Oasis 38.

4.2 Cueillez, cueillez mignonne

« Cueillez votre jeunesse »⁴ comme le suggère Pierre de Ronsard à Cassandre. Chez Oasis, il s'agit plutôt de cueillir ou de récolter, les légumes cultivés cette année.

L'activité potager se poursuit :

Inaugurée en 2017, l'activité jardin se poursuit en 2018. Christine G, l'éducatrice à l'initiative de « ce projet potager » développe une belle énergie et entraine avec elle quelques personnes motivées. Pour autant, tout n'est pas simple car, paradoxalement, les personnes d'origine africaine ayant été amenées, dans leur pays, à travailler durement la terre, semblent avoir du mal à poursuivre ici une activité qui leur rappelle des temps difficiles.

.



Récolter d'avantage : des kilos de pommes de terre à se partager, des tomates à faire rougir les maraichers, mais aussi des salades vertes, des herbes aromatiques, des haricots... les récoltes sont bonnes.

Mais les personnes ont récolté bien d'avantage : en effet, certaines ont pris des initiatives en apportant des semis, en venant biner la terre « comme au pays », en proposant des plantations en lien avec leurs habitudes alimentaires. Récolter, cuisiner et partager, tel fut le point d'orgue de cette activité.





4.3 De la ville à la campagne

La découverte des **espaces naturels sensibles** se poursuit, à l'initiative du Conseil Départemental. Ce dernier met à notre disposition <u>un animateur diplômé d'état</u> qui favorise une découverte nouvelle de cet environnement protégé ; ses commentaires documentés sur <u>la faune et la flore</u> apportent à cette activité de pleine nature un atout majeur permettant de largement enrichir ce qui pourrait être

considéré comme une simple balade.

Initiée l'an dernier, ces sorties remportent toujours le même succès; menées conjointement par les 2 services (L'Appart et Oasis), elles ouvrent la possibilité de nouvelles rencontres et d'échanges spontanés.





32

⁴ Pierre de Ronsard1524/1585 Mignonne, allons voir si la rose

4.4 EKIDEN, d'un commun effort!



Cette année, grande première : il s'agit de relever un défi sportif!

Mais avant de se lancer dans cette course (sans perdre haleine), différentes étapes intermédiaires ont fait durer le plaisir en amont du jour J.

« Qui c'est qui veut courir avec moi ? «

A la manière des chansons enfantines des cours de récréation, l'équipe d'Althea a cherché « qui voulait bien courir avec elle » ; quelques personnes hébergées se sont positionnées et ont participé aux séances d'entrainement. Puis, pour rendre l'équipe visible, des tee-shirt ont été spécialement floqués.

Faire équipe sur un nouveau terrain : Le leitmotiv, faire équipe, s'inscrire dans un effort commun, bref reproduire sur le terrain sportif, ce qui se vit finalement au quotidien au sein d'Althea. Courir ensemble, ou bien encourager, supporter. *Ils sont venus, ils sont tous là*⁵, des personnes hébergées, des travailleurs sociaux, le directeur, le président, le responsable maintenance, les stagiaires....

Rendez-vous en 2020 ?



Tous ensemble, tous ensemble ...

-

⁵ Charles Aznavour, *La Mama*

V. Statistiques 2018

Muriel R.

OASIS 38 / Année 2018

1-Nombre de personnes accueillies à OASIS 38 durant l'année 2018

STATUT D'ACCOMPAGNEMENT	NOMBRE DE PERSONNES
➤ Total CHRS Insertion*	69
- CHRS Urgence POHI	5
- Urgence 115	10
> Total Urgence POHI / Urgence 115	15
> Total Service de suite	8
> TOTAL	92

^{*} Nous sommes partenaires du dispositif AcSé, dont l'objet est de fournir à des personnes victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, des conditions d'accueil et de prise en charge sécurisantes (dans le sens de la sécurité et de la réassurance).

Parmi les 92 personnes suivies durant l'année 2018, 69 ont été hébergées au sein du CHRS. Parmi ces 69 personnes, 22 étaient des enfants.

- En 2018, 10 personnes adultes et 4 enfants, soit 14 personnes ont été accueillies au sein du CHRS
- En 2018, 3 personnes adultes et 2 enfants, soit 5 personnes sont sorties du CHRS.

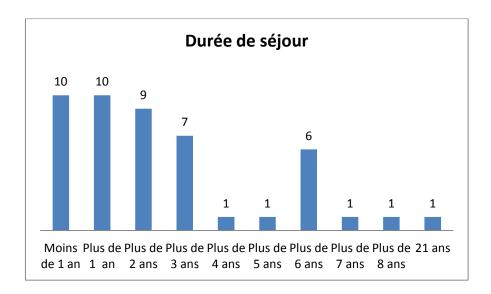
Les statistiques qui vont suivre sont basées :

- sur les 47 adultes et les 22 enfants accueillis durant l'année 2018 en CHRS,
- sur les 5 personnes / 3 adultes et 2 enfants / qui sont sorties en 2018,
- sur les 14 personnes / 10 adultes et 4 enfants / qui sont entrées en 2018,
- sur les 15 personnes accueillies en Urgence 115 et en urgence POHI en 2018 :
 - > Urgence 115 : 10 personnes (6 adultes et 4 enfants)
 - > Urgence POHI : 5 personnes (4 adultes et 1 enfant

2 - Les personnes hébergées à Oasis 38 en 2018

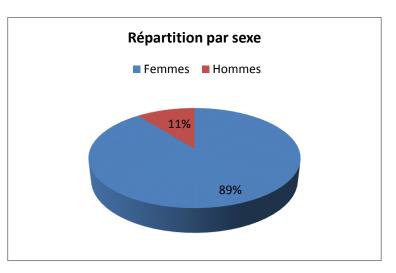
• 2-1 Durée de séjour des personnes adultes hébergées à Oasis 38 en 2018

Moins de 1 an	10
Plus de 1 an	10
Plus de 2 ans	9
Plus de 3 ans	7
Plus de 4 ans	1
Plus de 5 ans	1
Plus de 6 ans	6
Plus de 7 ans	1
Plus de 8 ans	1
21 ans	1



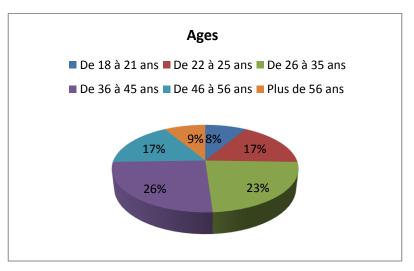
• 2-2 Répartition par sexe

SEXE	NOMBRE DE PERSONNES
Femmes	42
Hommes	5
Total	47



• 2-3 Répartition par âge

AGE	NOMBRE DE PERSONNES
De 18 à 21 ans	4
De 22 à 25 ans	8
De 26 à 35 ans	11
De 36 à 45 ans	12
De 46 à 56 ans	8
Plus de 56 ans	4
Total	47

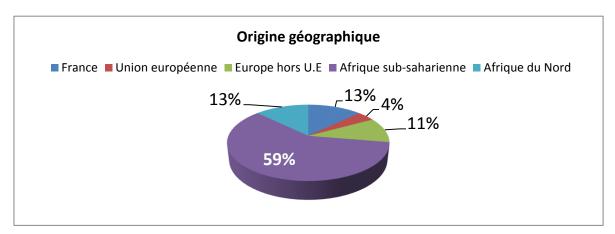


2-4 Les pays d'origine des personnes

PAYS D'ORIGINE	NOMBRE DE PERSONNES
France	6
Croatie	1
Congo	10
Nigéria	12
Côte d'Ivoire	1
Guinée	1
Cameroun	1
Angola	3
Algérie	5
Maroc	1
Azerbaijan	1
Serbie	1
Bosnie	1
Arménie	2
Roumanie	1
Total	47

15 nationalités sont représentées au sein du CHRS

L'Afrique Sub-Saharienne largement représentée



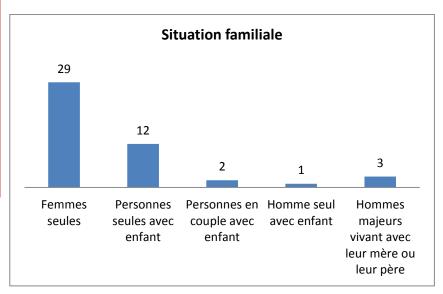
• 2-5 Situation administrative

Situation administrative	Nombre de
> CNI	personnes 6
> CNI Citoyen européen	2
Carte de séjour vie privée et familiale :	
- Carte de séjour vie privée et familiale	4
- Titre Etranger malade	6
- Titre conjoint de français	1
- Certificat de résidence 1 an Algérien	0
- Titre 10 ans de séjour en France	6
- Titre admission exceptionnelle au séjour L313 14	1
- Titre L 316-1	0
- Récépissé L 316-1	1
- Récépissé Etranger malade	1
- Récépissé Parent enfant français	0
Carte de séjour pour motif professionnel	
- Salarié	1
> Demande d'asile :	
- Procédure normale	2
- Procédure prioritaire	0
- Dublin	0
- Protection subsidiaire	3
- Statut de réfugié	6
- Réexamen	2
> Sans papier	2
> OQTF	2
> Autre	1
Total	47

3- La situation familiale des personnes hébergées au moment de l'accueil

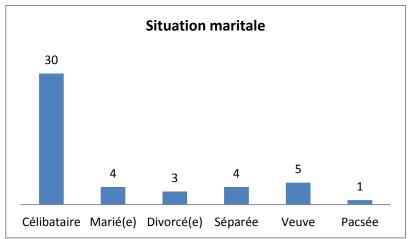
• 3-1 Situation familiale

SITUATION FAMILIALE	NOMBRE DE PERSONNES
Femmes seules	29
Personnes seules avec enfant	12
Personnes en couple avec enfant	2
Homme seul avec enfant	1
Hommes majeurs vivant avec leur mère ou leur père	3
Total	47



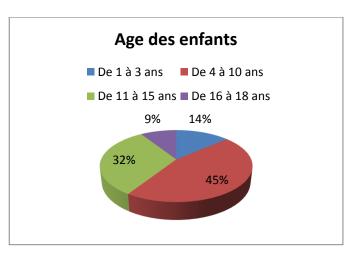
• 3-2 Situation maritale

SITUATION FAMILIALE	NOMBRE DE PERSONNES
Célibataire	30
Marié(e)	4
Divorcé(e)	3
Séparée	4
Veuve	5
Pacsée	1
Total	47



3-3 Répartition du nombre d'enfants accueillis à Oasis 38 par tranche d'âge

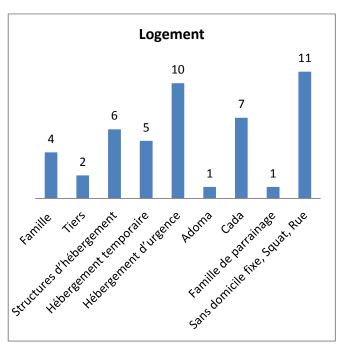
AGE	NOMBRE D'ENFANTS
De 1 à 3 ans	3
De 4 à 10 ans	10
De 11 à 15 ans	7
De 16 à 18 ans	2
Total	22



4 - La situation au niveau du logement

4-1 Lieux d'hébergement des personnes au cours des mois qui ont précédé leur arrivée

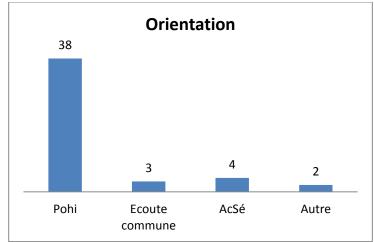
HEBERGEMENT	NOMBRE DE PERSONNES
Famille	4
Tiers	2
Structures d'hébergement	6
Hébergement temporaire	5
Hébergement d'urgence	10
Adoma	1
Cada	7
Famille de parrainage	1
Sans domicile fixe, Squat, Rue	11
Total	47



5- L'arrivée des personnes hébergées à Oasis 38

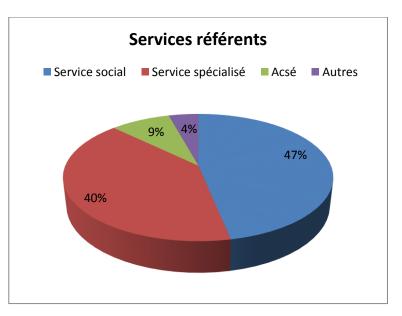
• 5-1 Les dispositifs ayant orienté les personnes adultes vers Oasis 38

DISPOSITIF	NOMBRE DE PERSONNES
Pohi	38
Ecoute commune	3
AcSé	4
Autre	2
Total	47



• 5-2 Services référents

SERVICES REFERENTS	NB DE PERSONN ES
Service social	22
Service spécialisé	19
Acsé	4
Autres	2
Total	47



5-3 Les circonstances qui ont amenées les personnes à solliciter l'aide d'Oasis 38

CIRCONSTANCES	NOMBRE DE PERSONNES
Difficultés financières	20
Rupture familiale	4
Rupture conjugale	4
Violence conjugale	2
Violence intra familiale	3
Conduites addictives	2
Prostitution	5
Expulsion	1
Sans domicile fixe, Squat, rue	11
Absence de residence stable	47
Problématique de santé mentale	8
Problématique de santé physique	13
Sortie de structures d'hébergement	21
Sortie d'un centre hospitalier/CHS	1

- 6- La situation au niveau de la santé mentale au moment de l'accueil

• 6-1 La santé mentale

SITUATION	NOMBRE DE PERSONNES
Personnes ayant des problématiques de santé mentale	8
Personnes n'ayant pas de problématiques de santé mentale	39
Total	47

• 6-2 Le suivi médical des personnes ayant des problématiques de santé mentale

SUIVI	NOMBRE DE PERSONNES
СМР	1
Médecin généraliste	2
Psychiatre	3
EMLPP	2

7- La situation des personnes hébergées au niveau de la dépendance à un produit au moment de l'accueil

• 7-1 La dépendance à un produit

SITUATION	NOMBRE DE PERSONNES
Personnes non concernées par la dépendance à un produit	4
Personnes concernées par la dépendance à un produit	43
Total	47

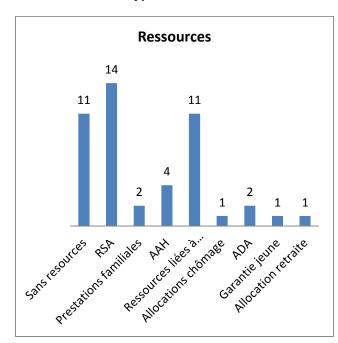
8- La situation au niveau de la santé physique au moment de l'accueil

• 8-1 La santé physique

SITUATION	NOMBRE DE PERSONNES
Personnes ayant des problématiques de santé physique	17
Personnes n'ayant pas de problématiques de santé mentale	30
Total	47

16- La situation au niveau des ressources

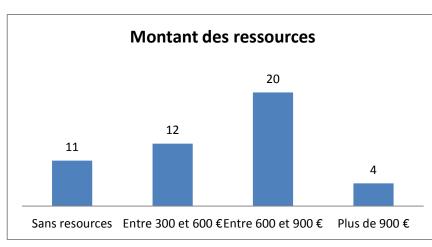
• 16-1 Les types de resources



TYPES DE RESSOURCES	NOMBRE DE PERSONNES
Sans resources	11
RSA	14
Prestations familiales	2
AAH	4
Ressources liées à l'emploi/Stage	11
Allocations chômage	1
ADA	2
Garantie jeune	1
Allocation retraite	1

• 16-2 Montant des ressources mensuelles

MONTANT DES RESSOURCES	NOMBRE DE PERSONNES
Sans resources	11
Entre 300 et 600 €	12
Entre 600 et 900 €	20
Plus de 900 €	4
Total	47



9- La situation au niveau des relations avec leur famille au moment de l'accueil

• 9-1 L'état des relations avec leur famille

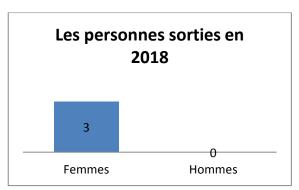
ETAT DES RELATIONS	NOMBRE DE PERSONNES
Bonnes relations	22
Relations moyennes	11
Mauvaises relations	7
Aucune relation	6
Pas renseigné	1
Total	47

STATISTIQUES CONCERNANT LES PERSONNES SORTIES DU CHRS EN 2018

Durant l'année 2018, 5 personnes suivies dans le cadre du CHRS sont sorties du dispositif, soit 3 adultes et 2 enfants.

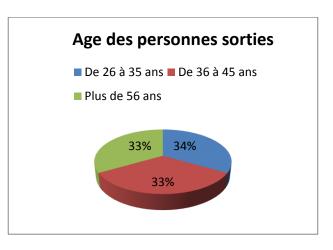
• 10-1 Les personnes sorties

SEXE	NOMBRE d'ADULTES	
Femmes	3	
Hommes	0	
Total	3	



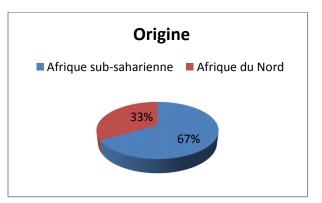
• 2-3 Répartition par âge

AGE	NOMBRE DE PERSONNES
De 18 à 21 ans	0
De 22 à 25 ans	0
De 26 à 35 ans	1
De 36 à 45 ans	1
De 46 à 56 ans	0
Plus de 56 ans	1
Total	3



2-4 Les pays d'origine des personnes

France	0
Union européenne	0
Europe hors U.E.	0
Afrique sub-saharienne	2
Afrique du Nord	1
Total	3

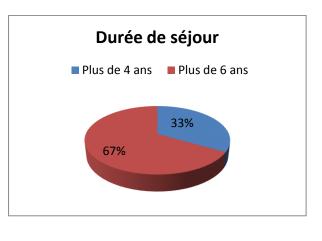


• 10-2 Situation administrative

Situation administrative	Nombre de personnes
Carte de séjour vie privée et familiale :	
- Carte de séjour vie privée et familiale	0
- Titre Etranger malade	1
- Titre conjoint de français	0
- Certificat de résidence 1 an Algérien	0
- Titre 10 ans de séjour en France	1
> Demande d'asile :	
- Protection subsidiaire	1
- Statut de réfugié	0
- Réexamen	0
TOTAL	3

• 10.3 Le nombre d'années passées à Oasis 38 par les personnes sorties en 2018

NOMBRE D'ANNEES	NOMBRE DE PERSONNES
Moins de 1 an	0
Plus de 1 an	0
Plus de 2 ans	0
Plus de 3 ans	0
Plus de 4 ans	1
Plus de 5 ans	0
Plus de 6 ans	2
Plus de 8 ans	0
Plus de 9 ans	0
TOTAL	3



11- L'évolution de la situation familiale des personnes de leur arrivée à leur sortie

• 11-1 La situation familiale

SITUATION FAMILIALE	A L'ACCUEIL	A LA SORTIE
Personnes seules	2	0
Personnes seules avec enfant	0	2
Personnes seules avec des enfants majeurs	1	1
Personnes en couple	0	0
Total	3	3

• 11-2 La situation maritale

SITUATION MATRIMONIALE	A L'ACCUEIL	A LA SORTIE
Célibataire	3	3
Séparée	0	0
Divorcé(e)	0	0
Union libre	0	0
Total	3	3

• 11-3 La situation parentale des personnes accueillies

SITUATION PARENTALE	
Sans enfant	0
1 enfant	2
3 enfants	0
6 enfants *	1
Total	3

SITUATION PARENTALE	A L'ACCUEIL	A LA SORTIE
Sans enfant	2	0
1 enfant	0	2
2 enfants	0	0
3 enfants	0	0
6 enfants *	1	1
Total	3	3

^{*} Plusieurs personnes ayant des enfants sont accueillies seules au sein du CHRS car :

- > Les enfants sont restés au pays,
- > Les personnes n'ont pas la garde de leurs enfants,
- > Les enfants sont adultes et indépendants.

12- La situation des personnes au niveau de la santé physique de leur arrivée à leur sortie

• 12-1 La santé physique

SITUATION	A L'ACCUEIL	A LA SORTIE
Personnes ayant des problématiques de santé physique	2	2
Personnes n'ayant pas de problématiques de santé physique	1	1
Non renseigné	0	0
Total	3	3

13- La situation au niveau des ressources

• 13-1 Les types de resources

TYPES DE RESSOURCES	NOMBRE DE PERSONNES
Sans resources	0
RSA	2
Allocations chômage	1
ADA	0
Allocation retraite	0

• 13-2 Montant des ressources mensuelles

MONTANT DES RESSOURCES	NOMBRE DE PERSONNES
Sans resources	0
Entre 300 et 600 €	1
Entre 600 et 900 €	2
Plus de 900 €	0
Total	3

13. Les motifs de sortie

MOTIFS	NOMBRE DE PERSONNES
Logement autonome parc public	2
Logement autonome parc privé	0
Départ de la structure sans prévenir	0
Pension de famille	0
Changement de région	1
Total	3

STATISTIQUES CONCERNANT LES PERSONNES ACCUEILLIES EN 2018

En 2018, 10 personnes adultes et 4 enfants ont été accueillis au sein du CHRS. Des statistiques spécifiques ont été faites pour les 14 personnes entrées durant l'année 2018.

• 14-1 Répartition par sexe

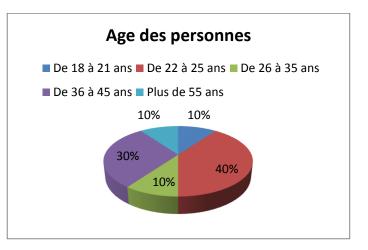
SEXE	NOMBRE DE PERSONNES
Femmes	9
Hommes	1
Total	10



• 14-2 Répartition par âge

AGE	NOMBRE	DE
	PERSONNE	ES

De 18 à 21 ans	1
De 22 à 25 ans	4
De 26 à 35 ans	1
De 36 à 45 ans	3
De 46 à 55 ans	0
Plus de 55 ans	1
Total	10

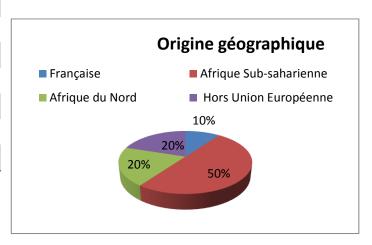


• 14-3 Pays d'origine

PAYS D'ORIGINE	NOMBRE DE PERSONNES
France	1
Congo	1
Nigéria	3
Arménie	1
Guinée	1
Algérie	2
Azerbaïdjan	1
Total	10

• 14-4 Origine géographique

ORIGINE	NOMBRE DE PERSONNES
Française	1
Afrique Sub-saharienne	5
Afrique du Nord	2
Union Européenne	0
Hors Union Européenne	2
Total	10



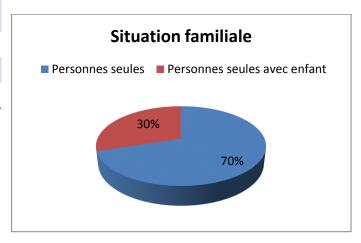
• 14-5 Situation administrative

SITUATION ADMINISTRATIVE	NOMBRE DE PERSONNES
CNI	1
Carte de séjour temporaire	
Carte de séjour vie privée vie familiale	2
Titre de 10 ans de séjour en France	4
Récépissé L 316-1	
Statut de réfugié	1
Protection subsidiaire	2
Total	10

15- La situation familiale des personnes hébergées au moment de l'accueil

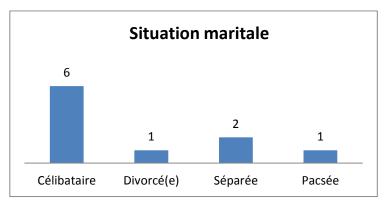
• 15-1 Situation familiale

SITUATION FAMILIALE	NOMBRE DE PERSONNES
Personnes seules	7
Personnes seules avec enfant	3
Total	10



• 15-2 Situation maritale

SITUATION MARITALE	NOMBRE DE PERSONNES
Célibataire	6
Marié(e)	0
Divorcé(e)	1
Veuve	0
Séparée	2
Pacsée	1
Total	10



• 15-3 Situation parentale: au sein d'OASIS 38

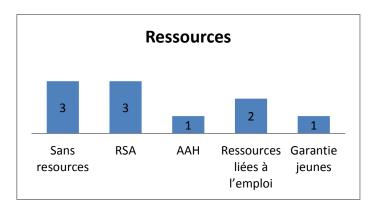
SITUATION PARENTALE	NOMBRE DE PERSONNES
1 enfant	1
2 enfants	1
3 enfants	0
4 enfants	0
Sans enfant	8
Total	10

• 15-4 Répartition du nombre d'enfants accueillis

AGE	NOMBRE D'ENFANTS
De 0 à 1 an	1
De 4 à 10 ans	2
De 11 à 17 ans	1
Total	4

16- La situation au niveau des ressources au moment de l'accueil

• 16-1 Les types de resources



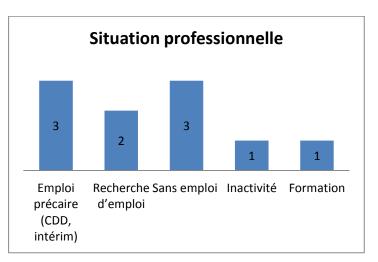
TYPES DE RESSOURCES	NOMBRE DE PERSONNE S
Sans resources	3
RSA	3
AAH	1
Ressources	2
liées à l'emploi	
Garantie jeunes	1
Total	10

• 16-2 Montant des ressources mensuelles

MONTANT DES RESSOURCES	NOMBRE DE PERSONNES
Sans resources	3
Entre 300 et 600 €	2
Entre 600 et 900 €	5
Plus de 900 €	0
Total	10

• 16-3 Situation professionnelle à l'accueil

SITUATION PROFESSIONNELLE	NOMBRE DE PERSONNES
Emploi précaire (CDD, intérim)	3
Recherche d'emploi	2
Sans emploi	3
Inactivité	1
Formation	1
Total	10

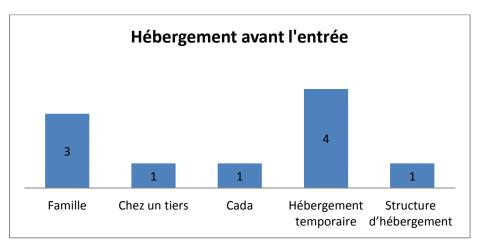


17 - La situation au niveau du logement

17-1 Les lieux d'hébergement des personnes au cours des mois précédents leur arrivée

HEBERGEMENT NOMBRE de personnes

Famille	3
Chez un tiers	1
Cada	1
Hébergement temporaire	4
Structure d'hébergement	1
Total	10



18- L'arrivée des personnes hébergées à Oasis 38

18-1 Les dispositifs ayant orienté les personnes adultes vers Oasis 38

DISPOSITIF	NOMBRE DE PERSONNES
POHI	9
AcSé	1
Total	10

• 18-2 Services référents

NOMBRE DE PERSONNES
6
4
10

• 18-3 Les circonstances qui ont amenées les personnes à solliciter l'aide d'Oasis 38

CIRCONSTANCES	NOMBRE DE PERSONNES
Difficultés financières	3
Conduite addictive	1
Rupture familiale	0
Rupture conjugale	0
Violence conjugale	0
Violence intrafamiliale	0
Absence de residence stable	1
Sans domicile fixe	1
Problématique de santé physique	1
Problématique de santé mentale	1
Sortie de structure d'hébergement	5
Sortie d'un centre hospitalier / CHS	1
Prostitution	3

19- La situation au niveau de la santé mentale au moment de l'accueil

• 19-1 La santé mentale

SITUATION	NOMBRE DE PERSONNES
Personnes ayant des problématiques de santé mentale	1
Personnes n'ayant pas de problématiques de santé mentale	9
Total	10

19-2 La santé physique

SITUATION	NOMBRE DE PERSONNES
Personnes ayant des	2
problématiques de santé physique	
Personnes n'ayant pas de problématiques de santé physique	8
Total	10

• 19-3 Le suivi médical des personnes ayant des problématiques de santé mentale

SUIVI	NOMBRE DE PERSONNES
Psychiatre	1

20- La situation des personnes hébergées au niveau de la dépendance à un produit au moment de l'accueil

• 20-1 La dépendance à un produit

SITUATION	NOMBRE DE PERSONNES
Personnes non concernées par la dépendance à un produit ou autre	8
Personnes concernées par la dépendance à un produit	2
Total	10

• 20-2 Les produits consommés par les personnes concernées par la dépendance

PRODUITS	NOMBRE DE
	PERSONNES
Substitut aux opiacés méthodone	1
Nicotine	1

21 - La situation de la couverture sociale au moment de l'accueil

• 21-1 Couverture sociale

COUVERTURE SOCIALE	NOMBRE DE ERSONNES
Sécurité sociale	3
CMU	6
AME	1
Total	10

<u>22- La situation des personnes au niveau des relations avec leur famille au moment de l'accueil</u>

• 22-1 L'état des relations avec leur famille

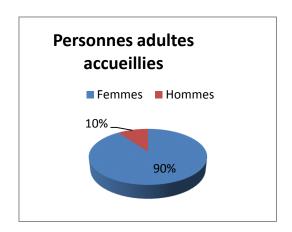
ETAT DES RELATIONS	NOMBRE DE PERSONNES
Bonnes relations	5
Relations moyennes	2
Mauvaises relations	1
Aucune relation	1
Non renseigné	1
Total	10

STATISTIQUES CONCERNANT LES PERSONNES ACCUEILLIES EN URGENCE 115 ET URGENCE POHI EN 2018

En 2018, 15 personnes 10 adultes et 5 enfants ont été accueillis par le biais de l'urgence 115 et de ll'urgence POHI au sein du CHRS.

• 14-1 Répartition par sexe / Adultes

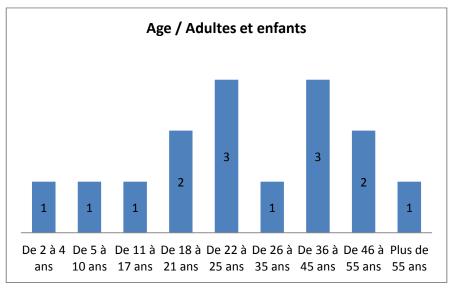
SEXE	NOMBRE DE PERSONNES
Femmes	9
Hommes	1
Total	10



• 14-2 Répartition par âge / Adultes et enfants

AGE NOMBRE DE PERSONNES

De 2 à 4 ans	1
De 5 à 10 ans	1
De 11 à 17 ans	1
De 18 à 21 ans	2
De 22 à 25 ans	3
De 26 à 35 ans	1
De 36 à 45 ans	3
De 46 à 55 ans	2
Plus de 55 ans	1
Total	15

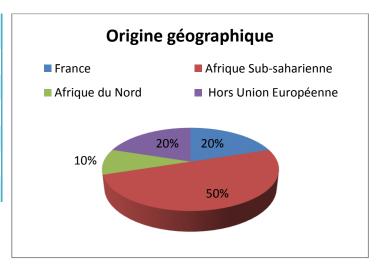


• 14-3 Pays d'origine / Adultes

ORIGINE	NOMBRE DE PERSONNES
France	2
Angola	1
Congo	2
Algérie	1
Albanie	2
Guinée	2
Total	10

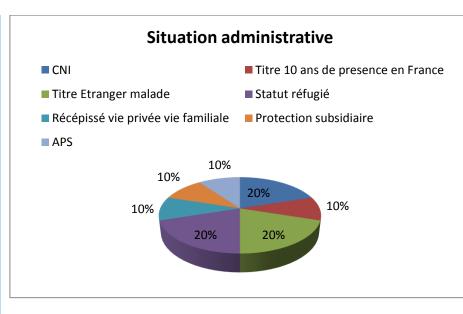
• 14-4 Origine géographique

ORIGINE	NOMBRE DE PERSONNES
France	2
Afrique Sub-saharienne	5
Afrique du Nord	1
Union Européenne	0
Hors Union Européenne	2
Total	10



• 14-5 Situation administrative

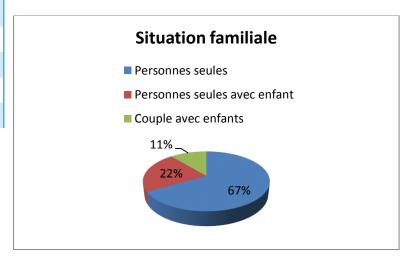
SITUATION ADMINISTRATIVE	NOMBRE DE PERSONNES
CNI	2
Titre 10 ans de presence en France	1
Titre Etranger malade	2
Statut réfugié	2
Récépissé vie privée vie familiale	1
Protection subsidiaire	1
Autorisation provisoire de séjour	1
Total	10



15- La situation familiale des personnes hébergées au moment de l'accueil

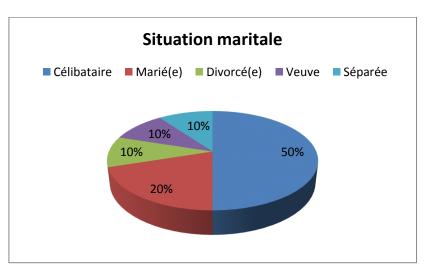
• 15-1 Situation familiale

SITUATION FAMILIALE	NOMBRE DE PERSONNES
Personnes seules	6
Personnes seules avec enfant	2
Couple avec enfants	1 (2 adultes)
Total	10



• 15-2 Situation maritale

SITUATION MARITALE	NOMBRE DE PERSONNES
Célibataire	5
Marié(e)	2
Divorcé(e)	1
Veuve	1
Séparée	1
Total	10



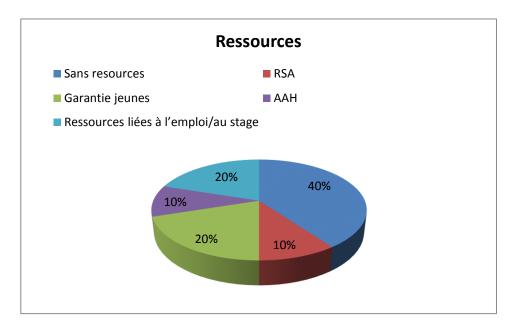
• 15-3 Situation parentale: au sein d'OASIS 38

SITUATION PARENTALE	NOMBRE DE PERSONNES
1 enfant	2
2 enfants	0
3 enfants	2
4 enfants	0
Sans enfant	6
Total	10

16- La situation au niveau des ressources au moment de l'accueil

• 16-1 Les types de resources

TYPES DE RESSOURCES	NOMBRE DE PERSONNES
Sans resources	4
RSA	1
Garantie jeunes	2
AAH	1
Ressources liées à l'emploi/au stage	2
Total	10



• 16-2 Montant des ressources mensuelles

MONTANT DES RESSOURCES	NOMBRE DE PERSONNES
Sans resources	4
Entre 150 et 300 €	1
Entre 300 et 600 €	2
Entre 600 et 900 €	1
Plus de 900 €	2
Total	10

• 16-3 Situation professionnelle à l'accueil

SITUATION PROFESSIONNELLE	NOMBRE DE PERSONNES
Emploi précaire (CDD, intérim)/Formation	2
Recherche d'emploi	2
Sans emploi	5
Inactivité	1
Total	10



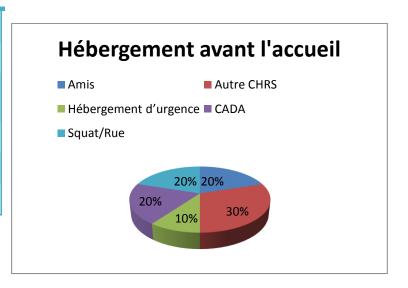
17 - La situation au niveau du logement

NOMBRE DE

17-1 Les lieux d'hébergement des personnes au cours des mois précédents leur arrivée

	PERSONNES
Amis	2
Autre CHRS	3
Hébergement d'urgence	1
CADA	2
Squat/Rue	2
Total	10

HEBERGEMENT



18- L'arrivée des personnes hébergées à Oasis 38

18-1 Les dispositifs ayant orienté les personnes adultes vers Oasis 38

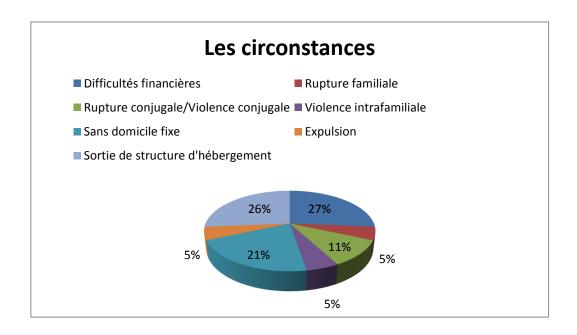
115	10
Pohi Urgence	5

• 18-2 Les services référents

SERVICES REFERENTS	NOMBRE DE PERSONNES
Service social	4
Service spécialisé	3
Autres (Cada/Salto)	3
Total	10

• 18-3 Les circonstances qui ont amenées les personnes à solliciter le 115 et le POHI Urgence

CIRCONSTANCES	NOMBRE DE PERSONNES
Difficultés financières	5
Rupture familiale	1
Rupture conjugale/Violence conjugale	2
Violence intrafamiliale	1
Sans domicile fixe	4
Expulsion	1
Sortie de structure d'hébergement	5



19- La situation au niveau de la santé mentale au moment de l'accueil

• 19-1 La santé mentale

SITUATION	NOMBRE DE PERSONNES
Personnes ayant des problématiques de santé mentale	1
Personnes n'ayant pas de problématiques de santé mentale	9
Total	10

19-2 La santé physique

SITUATION	NOMBRE DE PERSONNES
Personnes ayant des problématiques de santé physique	3
Personnes n'ayant pas de problématiques de santé physique	7
Total	10

<u>20- La situation des personnes hébergées au niveau de la dépendance à un produit au moment de l'accueil</u>

• 20-1 La dépendance à un produit

SITUATION	NOMBRE DE PERSONNES
Personnes non concernées par la dépendance à un produit ou autre	1
Personnes concernées par la dépendance à un produit	9
Total	10

• 20-2 Les produits consommés par les personnes concernées par la dépendance

PRODUITS	NOMBRE DE PERSONNES
Alcool	1
Médicaments	0
Stupéfiants	1

21 - La situation de la couverture sociale au moment de l'accueil

• 21-1 Couverture sociale

COUVERTURE SOCIALE	NOMBRE DE ERSONNES
Sécurité sociale	2
CMU/C	4
AME	4
Total	10

22- La situation des personnes au niveau des relations avec leur famille au moment de <u>l'accueil</u>

• 22-1 L'état des relations avec leur famille

ETAT DES RELATIONS	NOMBRE DE PERSONNES
Bonnes relations	3
Relations moyennes	3
Mauvaises relations	1
Aucune relation	2
Non renseigné	1
Total	10

Chapitre 3: L'Appart'

Sommaire

I.	La par	ole au cœur des débats	p.74
	1. Le P	Petit déjeuner	
	2. Les	actions santé	
II.	Sensib	oilisation et réflexion	p.75
	1.	Le court métrage	
	2.	Représentation / débat	
	3.	Exposition et ouvrage	
	4.	Les relations presse	
III.	Le par	cours de sortie	p.80
	1.	Ce que dit la Loi	
	2.	Appel à projet	
	3.	Agrément de l'Appart	
IV.	Action	s collectives auprès du public	p.87
	1.	En lien avec la culture,	
	2.	Le groupe parole	
	3.	En lien avec la santé, les droits sociaux	
	4.		
	5.	Actions loisirs et nature	
V.	Fenêtre	e sur la culture et la nature	p.89
	1.	Espaces Naturels Sensibles	
	2.	Et toujours le partenariat MC2	
VI.	Statis	tiques commentées	p.90

L'Appart

I. La parole au cœur des débats



1.1 Très apprécié, le « p'tit dèj » du vendredi

Ce temps fort du vendredi matin est à nouveau rythmé par la parole ; s'il s'articule autour d'une thématique précise c'est pour amorcer les échanges qui, dans cet environnement à la fois convivial et contenant, s'éloignent du sujet pour aller vers quelque chose de plus intime, presque une confidence empreinte de pudeur et d'émotion.

En 2018, les petits déjeuners ont eu lieu une fois par semaine. Ce temps collectif est un peu différent de celui de la table ouverte du mardi midi. En effet, il s'articule autour de questions liées à la connaissance du corps et à la sexualité et se déroule, généralement, en petit comité.

La plupart de ces femmes et de ces hommes, n'ont pas de représentation de leur corps, en lien avec les situations de violences rencontrées, ce qui induit une méconnaissance en matière de santé, limitée à la réduction des risques sexuels face aux IST.

En effet, le corps, à travers la prostitution, se trouve être un instrument de travail auquel il n'est pas demandé de ressentir mais d'agir. Il se trouve placé dans un contexte déshumanisé qui de fait impose souvent aux personnes l'image d'un corps morcelé.

Ces temps collectifs sont importants pour susciter les échanges et confronter les représentations.

1.2 La table ouverte du mardi midi, levier fondamental

Conscient de l'importance de ce temps collectif et malgré le désengagement du Conseil Départemental (plus de financement) nous avons pris le parti de maintenir ce repas partagé.

Au-delà d'une réponse à des <u>besoins fondamentaux</u> d'être à l'abri et en sécurité et de manger un repas chaud et équilibré, la table ouverte vise avant tout à redonner une place aux personnes, à tisser ou retisser un lien social et à lutter contre l'isolement.

Elle permet également de <u>réintroduire un rythme</u> pour des personnes qui parfois fonctionnent au jour le jour. Quelques <u>règles précises sont à respecter</u> et favorisent à elles seules, une forme de socialisation : Arriver à l'heure (entre 12h30 et 12h45), participer au dressage de la table, aider au service et au débarrassage. Partager les plats (puis éventuellement se resservir), éteindre les portables et communiquer en français (pas de dialectes).

La table ouverte est un élément fort de la dynamique collective du service, où se travaille le rapport à l'autre. Les difficultés en lien avec la question des places et des territoires dans l'activité prostitutionnelle peuvent venir se rejouer sur la scène de la table ouverte et générer des tensions. Par ailleurs, la multiplicité des communautés représentées au service et la barrière de la langue peuvent engendrer des malentendus et des conflits. La table ouverte est un <u>outil éducatif précieux</u> pour travailler le lien à l'autre et le vivre ensemble.

La table ouverte est aussi l'occasion de faire circuler l'information (sorties culturels au théâtre, ateliers self défense, démarches santé) ; elle est parfois suivi d'un atelier spécifique le mardi après-midi, dont la fréquentation est facilitée par la continuité géographique et temporelle.

II. Sensibilisation et Réflexion

Actions de sensibilisation et de prévention auprès du grand public, des partenaires, mais aussi participation à des groupes de travail sont autant de démarches qui permettent à l'équipe de l'Appart de mener à bien ce volet de leurs missions mais aussi d'actualiser ses connaissances en échangeant avec les partenaires sur leurs pratiques.



L'Appart développe des **outils innovants et interactifs** qui portent la parole des personnes accompagnées. En effet, ces témoignages d'une grande justesse apportent de la diversité et de la force lors des interventions du service.

- ➤ **Documentaire** En 2018, nous avons sollicité un réalisateur afin de produire un documentaire pointant la diversité des parcours et des vécus et mettant en lumière l'évolution du public que nos services spécialisés rencontrent, au travers de différents témoignages.
- ➤ Représentation théâtrale Nous travaillons également avec une compagnie de théâtre qui a monté un spectacle abordant les questions de la prostitution, des rapports hommes-femmes, du rapport au corps. Notre expertise et notre expérience de terrain nous permettent <u>d'animer</u> les échanges avec le public suite à la représentation.
- Exposition: Une exposition de 42 cadres « Les prostitutions » a été réalisée en 2015 en lien avec une association culturelle et artistique qui vise avant tout à redonner la parole à des personnes qui ne l'ont pas ou peu et à l'afficher dans <u>l'espace public, afin de donner à voir et à réfléchir autour des questions relatives à la prostitution.</u> En 2018, cet outil de sensibilisation est toujours pertinent.
- Ouvrage de témoignages L'exposition a donné naissance à l'édition d'un livre en 2016 qui met en valeur l'expression par l'image. Cet outil ne cherche pas à définir la prostitution mais à montrer simplement la singularité de chaque histoire dans laquelle la prostitution s'inscrit. Il invite le lecteur à interroger ses représentations de la prostitution. Les personnes espèrent que leur témoignage puisse aider d'autres personnes, rencontrant des difficultés similaires, à sortir du silence, à oser en parler sans peur du jugement et à s'ouvrir à d'autres possibles.
- Relations presse: Les relations presse sont un <u>levier important de sensibilisation</u> du grand public. En mobilisant les médias régionaux sur nos démarches (exposition, représentation théâtrale) nous donnons une dimension nouvelle aux thématiques abordées. Couplée à différents événements (exposition...) l'action de RP a donné lieu à une couverture presse locale intéressante: Télé Grenoble, France 3, Dauphiné Libéré, France Bleu ...

Création d'un outil de sensibilisation (film)

Le court métrage

Tout Récemment, le service l'Appart a sollicité un réalisateur pour la production d'un documentaire reprenant différents témoignages de personnes accompagnées par le service. Cet outil met en lumière la diversité et la singularité de chaque parcours de vie dans lequel la prostitution s'est inscrite. Il illustre également l'évolution des publics ainsi que les changements de lieux et de formes de prostitution que nos services spécialisés rencontrent : personnes étrangères/françaises, prostitution de rue/prostitution indoor.

<u>En actualisant la connaissance de ce phénomène prostitutionnel en constante mutation,</u> ce documentaire nous amène à questionner nos représentations de la prostitution et invite aux échanges.



Tomas Bozzato, Réalisateur

Biographie

Né en Italie, Tomas Bozzato vit en France depuis 1995. Après avoir été comédien et danseur auprès de nombreuses compagnies, il a été membre permanent du collectif d'artistes Ici-Même. Il est actuellement réalisateur de films documentaires et vidéaste.

Actuellement, Tomas Bozzato tourne un documentaire de création *Quelque chose de nous* qui raconte le parcours d'enfants sans papier dans un collège de l'agglomération grenobloise ainsi que, en collaboration avec une association spécialisée, un documentaire sur la prostitution et la traite d'êtres humains.

Extrait du site tomasbozzato.com Crédit photos Etincelle

Représentation théâtrale

En collaboration avec la compagnie « En Aparté », représentation débat.

Plusieurs programmations sur le campus, auprès des partenaires, et dans différentes salles en Isère et dans le sud de la France.

La démarche en bref

L'objectif: il s'agit de donner un éclairage sur le phénomène prostitutionnel en proposant une représentation intimiste basée sur une libre adaptation du livre témoignage de Nelly Arcan, étudiante en Lettres Supérieures et menant une vie d'escort-girl.

Thématique élargie :

- La prostitution (étudiante)
- Les problématiques du rapport de force Homme/femme et ses éventuelles dérives prostitutionnelles.

Outils:

- Représentation + débat
- Débat en présence du metteur en scène et de la comédienne, mené par les travailleuses sociales du service spécialisé l'Appart.

Durée: 55 mn de représentation + 1h30 de débat.

La valeur ajoutée :

- Le service l'Appart est un <u>service spécialisé, financé par l'Etat et bénéficiant d'un agrément</u> pour intervenir sur toutes actions d'accompagnement, de prévention, de sensibilisation en lien avec **les problématiques de prostitution**
- il intervient régulièrement pour des actions de sensibilisation en milieux scolaires et universitaires
- il est composé de travailleurs sociaux spécialement formés

Plus précisément

La représentation + débat

La compagnie *En Apparté* et le service spécialisé l'Appart vous propose une représentation théâtrale *A corps perdu*, tirée de l'œuvre de Nelly ARCAN.

Escorting, michtonnage, bars américains, sugar baby, internet, la prostitution étudiante prend diverses formes aujourd'hui et peut relever d'un phénomène régulier ou d'une démarche de débrouille



L'exposition et l'ouvrage, outils de sensibilisation



Actions de sensibilisation et de prévention auprès du grand public, des partenaires, mais aussi participation à des groupes de travail sont autant de démarches qui permettent à l'équipe de l'Appart de mener à bien ce volet de leurs missions mais aussi d'actualiser ses connaissances en échangeant avec les partenaires sur leurs pratiques.

L'exposition: Composée d'une quarantaine de cadres, cette exposition est le résultat d'une démarche créative menée avec une association artistique. Les personnes (en situation ou risque de prostitution) accompagnées par l'Appart témoignent brièvement de leur parcours de vie singulier ET pose pour un croquis au fusain ou une photo en noir & blanc.

Son objectif : ici, il s'agit de porter sur la place publique, de donner à voir, à réfléchir et de pousser le grand public à ré-interroger ses représentations de la prostitution. Cette exposition a été accueillie dans différents lieux comme le grand hall de la mairie de Grenoble pendant la quinzaine de la prostitution.















Cet ouvrage est un véritable outil de sensibilisation. En compilant les textes de récit de vie et les photos, il souligne la spécificité de chaque parcours de vie.

En témoignant ainsi, les personnes souhaitent en inciter d'autres à sortir du silence, à oser parler et à s'ouvrir à d'autres possibles. Elles ont ouvert une voie ...à suivre.



Relations presse : Les relations presse sont un <u>levier important de sensibilisation</u> du grand public. En mobilisant les médias régionaux sur nos démarches (exposition, représentation théâtrale) nous donnons une dimension nouvelle aux thématiques abordées.

Couplée à différents événements (exposition) l'action de Relation Presse a donné lieu à une couverture presse locale intéressante : Télé Grenoble, France 3, Dauphiné Libéré, France Bleu ...

Exemple de couverture presse sur l'action Exposition Les Prostitutions

Média	Couverture	
le dauphinē	Double page, diffusion Isère Sud	
■ UBERE	½ page, diffusion Grenoble et agglo	
télé@renoble	Interview de Cynthia	
bleu	Emission « Les Matinales », 30 mn	







III. Le parcours de sortie

A. La Loi et l'Agrément

1. Rappel: Ce que dit la loi

La Loi n°2016-444 du 13 avril 2016 vise à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées ;



Elle s'articule autour de 4 axes principaux :

- La lutte contre le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle, notamment sur Internet et via la protection renforcée des victimes.
- Le renforcement de la prise en charge des personnes en situation de prostitution
- La prévention des pratiques prostitutionnelles et du recours à la prostitution, notamment chez les jeunes.
- L'interdiction de l'achat d'actes sexuels et la responsabilisation des clients de la prostitution.

C'est ce deuxième point qui nous intéresse ici ; Ainsi, le renforcement de la prise en charge des personnes en situation de prostitution prévoit- il :

- La Création d'un parcours de sortie de la prostitution associé à de nouveaux droits pour la personne engagée : titre de séjour provisoire, aide financière pour l'insertion sociale et professionnelle. Le décret n°2016-1467 relatif au parcours de sortie de la prostitution est paru le 28 octobre 2016.
- La Mise en place de commissions départementales de coordination et de suivi des actions en faveur des victimes du proxénétisme et de la TEH aux fins d'exploitation sexuelle.

2. Appel à Projet / et agrément de l'Appart

La Direction Régionale aux Droits des Femmes lance un appel à projet auquel l'Appart répond. En effet, fort de son expertise et des nombreux séminaires suivis avec ACsé, l'Appart apparait comme un partenaire privilégié de la démarche.

Il est retenu pour intervenir sur des formations d'information concernant le « Parcours de sortie » et intervient sur Annecy, St Julien en Genevois et Gap auprès de collectivités territoriales, des services de Police, Gendarmerie, partenaires sociaux.

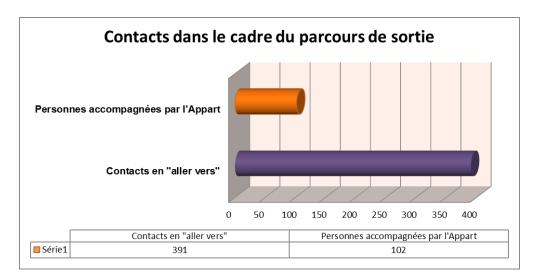
En novembre 2017, la Préfecture de l'Isère entérine l'agrément de l'Appart dans le cadre de la Commission du parcours de sortie, en tant que prescripteur. La première commission s'est tenue le 18 décembre 2017.

➤ En 2018, **11 dossiers** de demande d'engagement dans le cadre du parcours de sortie de la prostitution ont été présentés par le service l'Appart.

1. Travail concernant la mise en œuvre des parcours de sortie de la prostitution au sein du service L'Appart

Informer / Sensibiliser

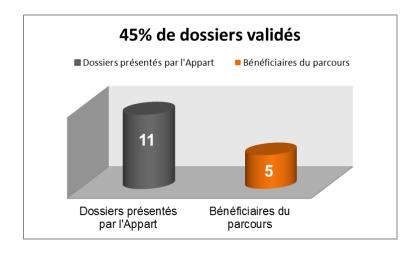
Depuis la mise en place du parcours de sortie, le service a informé toutes les personnes accompagnées mais également les personnes en situation de prostitution rencontrées dans nos démarches d'aller vers . Nous avons également sensibilisé nos partenaires (Mission Locale, Garantie Jeunes, Pole Emploi, VIAE38, PLIE...) à la mise en place de la loi du 13 avril 2016 et notamment du parcours de sortie.



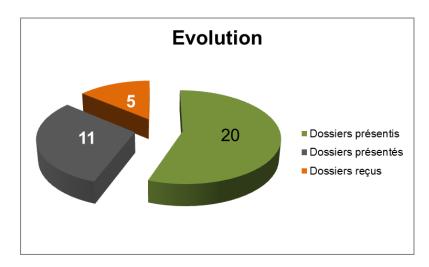
Les personnes accompagnées par l'Appart sont informées du parcours de sortie de la prostitution et des droits s'y afférant, soit par la juriste, soit par la travailleuse sociale en charge de la situation.

Mettre en œuvre

En 2018, **11 dossiers** de demande d'engagement dans le cadre du parcours de sortie de la prostitution ont été présentés par le service l'Appart et cinq personnes ont pu effectivement en bénéficier. Sur ces **5 personnes**, trois bénéficient encore actuellement du parcours de sortie (deux renouvellements et un premier accord).



Ce faible nombre de dossiers présentés, comparativement au nombre de personnes accompagnées ou rencontrées en rue, s'explique par un temps de préparation, de réflexion et de constitution de dossier conséquent.



En amont de la commission, une vingtaine de personnes ont été pressenties mais le travail d'élaboration au cours des différents entretiens a permis à certaines personnes de cheminer et de s'engager dans d'autres projets. En effet, il est observé dans plusieurs situations que la préparation du dossier a permis à certaines personnes de libérer une parole et les a aidés à se projeter dans d'autres démarches juridiques, telles que la demande de réexamen.

- Le travail autour de la préparation des nouvelles demandes se fait en lien avec la travailleuse sociale et la juriste et a pour but :
 - de faire revenir la personne sur son parcours en croisant les regards et les informations récoltées par les deux professionnelles, tant sur le volet médico-social que juridique.
 - de vérifier la possession par la personne des actes d'état civil et de la preuve de nationalité, nécessaires à la délivrance de l'APS par la préfecture.
 - d'accompagnement activement vers l'insertion (emploi, formation, promesse d'embauche, bénévolat, cours de français, attestation d'insertion...) et d'étayer le dossier en vue de déposer une demande la plus solide possible.

Faire une demande de renouvellement de parcours de sortie ?

Avant chaque nouvelle commission, l'opportunité de faire une demande de renouvellement du parcours de sortie de la prostitution, plutôt que de changer de statut et de demander une autre carte de séjour, est étudiée par la juriste. **Ce diagnostic** prend en compte les besoins des personnes mais aussi la situation juridique et sociale complète de celles-ci.

Actuellement, l'équipe de l'Appart, accompagnée de la juriste, travaillent aux futures demandes de changement de statut pour deux des personnes qui en sont à leur deuxième et troisième APS. Le but est d'anticiper les changements de statut d'ici la fin du parcours de sortie de la prostitution et de permettre **une transition en douceur** vers une carte de séjour.

Deux personnes ont déjà pu opérer un changement de statut, suite à la délivrance d'une première APS parcours de sortie.

- Le premier cas correspond à celui d'une personne réfugiée de moins de 25 ans pour laquelle le parcours de sortie avait pour but de lui permettre de ne pas être confrontée à une absence de ressources totale en demandant l'AFIS. Ayant accédé à un emploi rapidement, et donc à des ressources, sa demande n'a donc pas été renouvelée.
- Le second cas correspond à un changement de statut par le biais d'une demande de titre de séjour L.316-1 du Ceseda, la personne ayant déposé plainte contre son proxénète.

Démarche sur le long terme

Ce travail autour de la commission s'inscrit dans une démarche sur le long terme. La décision de refus d'engagement dans le parcours de sortie, très douloureuse à vivre pour les personnes, donne systématiquement lieu à un **nouveau travail**, soit en vue de présenter à nouveau le dossier (c'est le cas de trois personnes qui ont pu obtenir un accord par la suite), soit en vue d'entamer une autre procédure juridique.

Une fois la décision d'accord prise, le travail consiste tout d'abord à effectuer les prises de rendezvous avec la préfecture, à constituer les dossiers de demande d'APS, puis à mettre en place un suivi régulier de la part des accompagnatrices sociales pour permettre à la personne de **faire évoluer sa situation en six mois** afin de présenter un premier bilan de la mise en place de son parcours de sortie, en amont d'un éventuel renouvellement.

Insertion socio-professionnelle

Le suivi des personnes a pour objectif **l'insertion socio-professionnelle** au sens large : accompagnement vers l'emploi et la formation, l'apprentissage de la langue et des codes de la société française, l'accompagnement vers la santé, accès à l'hébergement ou au logement. Pour cela, nous travaillons en lien avec différents partenaires (VIAE 38, PLIE, Pole Emploi, SIE, Cap Emploi, Mission Locale, Garantie Jeunes, AMAL, ODTI, Maisons des Habitants, Services Locaux de Solidarité, CCAS,). Ce maillage partenarial vise également l'inscription des personnes dans le droit commun.

Les temps collectifs animés par l'équipe (déjeuner, petit-déjeuner, sorties culturelles, sorties nature) sont une médiation à l'insertion où se travaillent le **vivre ensemble** et le **lien social**.

L'accompagnement dans le cadre du parcours de sortie a pour objectif également de soutenir un processus de reconstruction de **l'estime de soi** et de reprise de confiance en soi, en l'autre et en l'avenir. En effet, l'activité prostitutionnelle met fortement à mal la dignité et l'intégrité physique et psychique de la personne, ce qui met du temps à se retisser.

Pour les cinq personnes qui ont pu effectivement bénéficier du parcours de sortie de la prostitution, ce dispositif est un succès. Elles ont su s'en saisir pour mettre en place rapidement des démarches d'insertion socio-professionnelle. L'accès au logement ou à l'hébergement a pris plus de temps, mais a pu être facilité par la présentation de l'APS. Ces résultats sont d'autant plus porteurs d'espoir sachant que quatre personnes ayant bénéficié de la mise en place du parcours de sortie n'avaient avant cela aucune solution pour accéder à un droit au séjour en France, préalable indispensable pour une insertion en France. Mettre fin à l'activité prostitutionnelle a été un véritable soulagement pour toutes les personnes qui ont accéder au parcours de sortie.

Avec nos partenaires, nous formalisons des temps de travail pour faire un bilan du parcours de sortie en visant à améliorer nos prises en charge respectives.

2. Missions de la juriste au sein de l'Appart

La consultation juridique permet d'aborder librement et confidentiellement la question de la prostitution au regard du droit mais aussi toute question juridique qui se pose aux personnes accompagnées par le service. La présence d'une juriste identifiée au sein du service nous semble aujourd'hui

indispensable au regard de l'évolution du public (personnes étrangères, victimes de traite des êtres humains) et de la judiciarisation du travail social. Afin de proposer un accompagnement de qualité et compétent et de bénéficier de regards croisés, le poste de juriste prend toute sa place au sein de l'équipe pluridisciplinaire du service.

Au-delà du parcours de sortie, la juriste accompagne aussi les personnes dans le cadre des demandes de titre de séjour et des demandes d'asile, mais également au travers de tous conseils juridiques.

Aide concernant les demandes de titres de séjour

La demande de titre de séjour fait l'objet d'un accompagnement juridique qui passe par des rendezvous d'information effectués au sein du service l'Appart, en lien avec l'accompagnatrice sociale de la personne.

Lors de ces entretiens, la personne est informée des dispositions législatives et règlementaires pour accéder à un droit au séjour. Il est présenté à la personne les différents titres de séjour existants en France, les changements de statuts envisageables et les pièces nécessaires pour que la demande puisse être introduite.

Selon les cas, l'accompagnement juridique est variable. Dans certains cas, il suffit de délivrer des informations à l'accompagnatrice sociale, dans d'autre cas, le suivi passe par une information précise de la personne sur l'opportunité de la demande qu'elle s'apprête à faire. Parfois, la rédaction d'une attestation ou d'un courrier au nom de la personne est nécessaire.

La prise de rendez-vous en Préfecture ainsi que l'accompagnement physique en Préfecture est faite par l'accompagnatrice sociale de la personne, sauf en cas de difficultés particulières où la juriste peut intervenir.

En amont du rendez-vous préfecture, la personne est invitée à apporter son dossier à l'Appart afin de procéder à une vérification des pièces et de la complétude du dossier afin d'éviter un refus de guichet motivé par le dépôt d'un dossier incomplet.

Certaines démarches de médiation peuvent être entreprises avec la préfecture dans deux cas de figure : lors d'un blocage en préfecture entre l'étranger usager du service l'Appart et l'agent d'accueil de préfecture ou lors d'un dossier de demande de titre de séjour comportant une question juridique plus pointue ou sujette à interprétation.

En cas de refus de titre de séjour, la personne est orientée par un avocat avec lequel la juriste se met en lien pour permettre une bonne transmission d'information et de pièces.

En 2018, ce suivi concerne 15 personnes. Les résultats de cet accompagnement sont cependant difficilement mesurables : de nombreux dossiers sont en cours d'instruction, certains dossiers sont déposés, malgré un avis réservé de la part de la juriste de l'Appart.

Plus particulièrement, deux personnes accompagnées par l'Appart ont fait des demandes de titres de séjour délivrés sur le fondement de l'article L.316-1 du Ceseda. Ce faible nombre s'explique principalement par la crainte des représailles. Un autre facteur d'explication est l'absence d'acte d'état civil ou de passeport et l'impossibilité d'en demander l'édition aux autorités consulaires pour les personnes, ces documents étant obligatoires pour pouvoir enregistrer le dossier en préfecture. Par exemple, depuis cet été 2018, quatre nouvelles personnes ont envoyé des lettres plaintes au procureur de la République de Grenoble ou se sont rendues directement au poste de police pour un dépôt de plainte, sans pouvoir pour autant bénéficier de la carte temporaire délivrée sur le fondement de l'article L.316-1 du Ceseda. On notera tout de même la délivrance d'une carte de 10 ans pour une personne suivie par l'Appart ayant participé par son témoignage à la condamnation définitive de ses proxénètes.

Les autres demandes de titre de séjour relèvent plutôt de l'admission exceptionnelle au séjour (L.313-14 du Ceseda), de la demande « étranger malade » (L.313-11 11° du Ceseda) ou de la demande « salarié » pour les changements de statut (L.313-10 du Ceseda).

Aide concernant les demandes d'asile

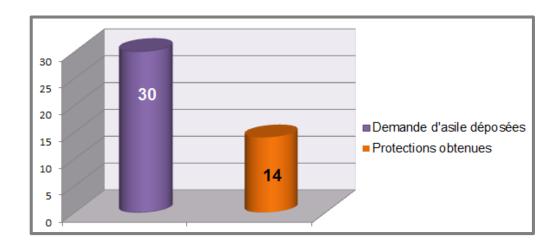
La demande d'asile est la partie de l'accompagnement juridique à l'Appart la plus importante en termes de charge de travail et de nombre de suivis (en 2018, 30 personnes).

L'accompagnement juridique dans le cadre de la demande d'asile comprend :

- La rédaction de récit de demande de réexamen ou l'envoi de complément d'information à l'OFPRA
- La préparation à l'entretien à l'OFPRA
- Le lien avec l'OFPRA (demande d'un officier de sexe féminin, envoi d'attestation de vulnérabilité, envoi de recours gracieux de demande de report d'entretien, demande de placement en procédure normale...)
- L'envoi de la demande d'aide juridictionnelle et le lien avec l'avocat en charge du dossier d'asile
- La rédaction d'un recours devant la CNDA et de mémoire complémentaire à destination de la CNDA
- La préparation à l'audience à la CNDA

Ce travail se fait en lien avec l'accompagnatrice sociale de la personne au sein de l'Appart et en partenariat avec différentes structures engagées dans le cadre de la demande d'asile : les avocats, la Plateforme d'Accueil des Demandeurs d'Asile, les travailleurs sociaux du lieu d'hébergement (CADA, HUDA ...), l'Association Demandeurs d'Asile.

Peuvent parfois s'ajouter des difficultés pratiques pour lesquelles la juriste est amenée à intervenir : absence de versement de l'Allocation pour Demandeur d'Asile, difficulté pour renouveler l'attestation de demandeur d'asile, demande d'octroi des conditions matérielles d'accueil dans le cadre des demandes de réexamen.



Les résultats des demandes d'asile déposées avec le soutien de l'Appart sont encourageants : en **2018, 14 protections** (statut de réfugié et protection subsidiaire confondues) ont été accordées à des personnes suivies par l'Appart par l'OFPRA ou la CNDA. Les autres dossiers sont actuellement en cours.

Information juridique diverse

Certains rendez-vous peuvent ponctuellement se faire sur d'autres thèmes que la demande de titre de séjour, la demande d'asile, ou l'accès au parcours de sortie de la prostitution. Ainsi, des informations pourront être délivrées sur le droit des étrangers au sens plus large : la demande de regroupement familial, la naturalisation, l'accès aux droits sociaux en fonction du statut administratif de la personne, la vie quotidienne de la personne (état civil, mariage...).

Ces informations sont délivrées en fonction des besoins de l'usager et peuvent aboutir à une réorientation vers un avocat, ou une permanence d'avocat. Accompagnant également des personnes françaises, la juriste peut également être sollicitée pour des conseils juridiques divers (droit du travail, droit de la famille,).

Un autre point de l'accompagnement juridique a trait à l'accès au dépôt de plainte pour les personnes suivies par l'Appart (violences, vols, agressions,). Pour cela, nous tissons des liens privilégiés avec les équipes de la Police et de la Gendarmerie.

IV. Actions collectives auprès du public

4.1 Actions collectives en lien avec la culture :

Action collective	Date
MC2 Grenoble	9/03/2018
MC2 Grenoble	22/03/2018
Je les aime tous	15/10/2018
Samira	16/10/2018
My Ladies rock - Gallota	28/11/2018
6 ateliers théâtre	De février à juin





Dans le cadre du festival « le monde au coin de la rue », l'Appart, en collaboration avec l'association « A bientôt, j'espère » a proposé deux séances en lien avec le sujet de la prostitution.

4.2 Information/accès aux droits

	Date	Participants
Information sur le droit des étrangers et la réforme de 2018	13/11/2018	20 en moyenne

4.3 Actions/ formation en lien avec la santé, les droits sociaux et le droit des femmes

Action / formation	Date
CeGIDD TROD/VIH	
CeGIDD réduction des risques	
CeGIDD petit déjeune santé	
Colloque Primo Lévi	25, 26/01/2018
Colloque Alcoologie et femmes	24/04/2018
Séminaire AcSé	Juin 2018
Colloque sur la transidentité / Planning familial	Avril 2018
Formation DAHO DALO	4/9/2018
Séminaire AcSé	26, 27/11/2018
Formation alcoologie	20/11/2018



4.4 Formation

Parcours de sortie	12/06/2018	2 ème commission départementale
Parcours de sortie	10/07/2018	Mise en place du groupe de travail
Parcours de sortie	8/11/2018	Sous -commission
Parcours de sortie	10/12/2018	3 ème commission départementale

4.5 Actions loisirs et sorties nature

ACTIONS	Dates
Espace naturel sensible des Giallardes. Conseil départemental	12/07/2018
Cuves de Sassenage	31/07/2018
Musée Hébert	7/08/2018
Lac de Laffrey. Conseil départemental	23/08/2018
Parc de Fiancey	28/08/2018
Fête de Noël	20/12/2018





V. Fenêtre sur la culture et la nature

5.1 Espaces Naturels Sensibles

Le Conseil Départemental propose de découvrir le réseau des Espaces Naturels Sensibles de l'Isère, lieux privilégiés pour la conservation, la gestion et la découverte des richesses naturelles.

Il met à notre disposition un animateur diplômé d'état qui initie une découverte nouvelle de cet environnement privilégié et protégé où la faune et la flore sont facilement observables. Bois de la Bâtie (Grésivaudan), Tourbière du Peuil (Vercors), les personnes accompagnées par L'Appart apprécient cette nouvelle activité de plein air, l'animateur suscitant largement leur curiosité, allant ainsi bien au -delà de la simple balade.

L'occasion pour les 2 services l'Appart et Oasis 38 de partager une activité commune hors les murs







5.2 La culture avec un grand M, comme MC2

La MC2, autrefois « le Cargo » (en référence à la forme du bâtiment) est réputée pour être le lieu de culture par excellence : aux concerts de musique classique, dans le grand auditorium, qui ont fait sa réputation, se rajoutent des œuvres très hétéroclites et souvent assez avangardistes.

L'occasion d'une découverte plurielle pour cette ouverture sur la culture facilitée par la mise en œuvre d'une convention partenariale nous permettant de bénéficier de tarifs préférentiels.



IV Statistiques commentées

Synthèse des éléments les plus significatifs sur 2018

La saturation des dispositifs d'orientation ainsi que les situations de plus en plus complexes (problématique de traite d'êtres humains, minoration de droits, problématiques administratives, violences, urgence de solutions pour des personnes ayant des enfants, etc...) font que les accompagnements (globaux) sont <u>de plus en plus longs</u> dans la durée (une moyenne de 2 à 3 ans environ).

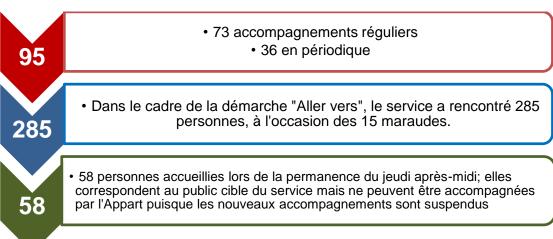
Les personnes accompagnées par le service l'Appart n'ont pas vraiment de domicile à leur nom, ce qui rend difficile leur inscription sur le territoire (pas de prise en charge par les SLS du Conseil Départemental par exemple).

Le financement du service par la DDCS concerne <u>une file active de 60 personnes</u> mais nous en accompagnons beaucoup plus :

73 en accompagnement régulier,22 en accompagnement périodique



Nous ne prenons pas ici, en compte les contacts ponctuels (58) ni même les contacts de rue (285).



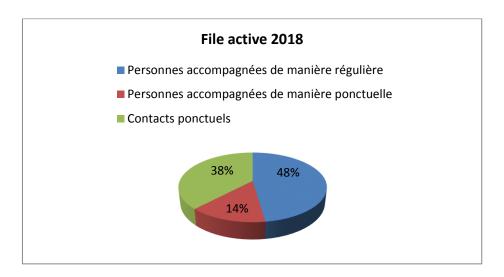
• 5 personnes ont bénéficié du parcours de sortie , sur 11 dossiers présentés

 • 23 nouvelles personnes ont intégré le service en 2018.

 •21 accompagnements ont pris fin en 2018

I- <u>La file active 2018</u>

	Nombre de personnes	%
Personnes accompagnées de manière régulière	73	100 %
Françaises	5	7 %
Etrangères	68	93 %
Dont nouvelles personnes Françaises	23	31 % 1 %
Etrangères	22	30 %
Personnes accompagnées de manière ponctuelle	22	100 %
Françaises	4	18 %
Etrangères	18	82 %
Dont nouvelles personnes	0	0 %
TOTAL des personnes accompagnées	95	62 %
Contacts ponctuels *	58	38 %
TOTAL file active	153	100 %
Contacts de rue	285	



Quelles Suites pour les fins d'accompagnement ?	
Réorientation ou relais	7
Plus de contact	14

Au cours de l'année 2018 :

- L'équipe de l'Appart a rencontré **153 personnes** au service en situation ou en risque de prostitution.
- L'équipe de l'Appart a accompagné régulièrement 73 personnes dans leur projet d'insertion sociale et/ou professionnelle. Parmi celles-ci, 7 % sont françaises et 93 % sont étrangères.
- L'équipe de l'Appart a accompagné ponctuellement 22 personnes dans leur projet d'insertion sociale et/ou professionnelle. Parmi celles-ci 18 % sont françaises et 82 % sont étrangères. Cela concerne souvent des personnes pour lesquels le projet est de s'acheminer vers une fin d'accompagnement.
- > 23 nouvelles personnes ont été accompagnées.
- > 21 accompagnements ont pris fin au cours de l'année 2018.
- ▶ 58 personnes ont été accueillies lors des permanences du jeudi après-midi. Pour la grande majorité de ces personnes, elles rentrent dans les missions du service, viennent régulièrement à ces permanences et auraient pu être accompagnées si le service n'avait pas suspendu les nouveaux accompagnements.
- L'équipe de l'Appart a réalisé 15 maraudes et a rencontré 285 personnes en situation de prostitution de rue. Depuis fin 2016, nous réalisons ce travail de rue avec des professionnels du CeGIDD qui maraudent avec nous bénévolement. Cette collaboration est précieuse car les questions relatives à la santé représentent souvent une porte d'entrée à un échange et un lien ultérieur avec notre service. Ces rencontres sont ainsi l'occasion d'aborder la question de la prévention et de la réduction des risques (VIH, Hépatites, IST, traitement pré-exposition, traitement post-exposition, contraception, IVG, grossesse). Par ailleurs, ce fonctionnement en bînome permet aux personnes de mieux identifier le service du CeGIDD afin qu'elles puissent s'y rendre par la suite, bien que la plupart connaissent bien ce service et s'y rendent régulièrement pour récupérer des préservatifs et réaliser des dépistages.

Fonctionnement du service

Le service reçoit les personnes sur rendez-vous au bureau ou à l'extérieur, et propose aussi des permanences d'accueil sans rendez-vous au service.

En 2018, il y a eu 61 permanences dédiées aux personnes accompagnées, pendant lesquelles 530 adultes et 28 enfants ont été accueillis.

	Nombre de permanences			TOTAUX
		ADULTES	ENFANTS	
TOTAL	61	530	28	558

L'appart propose également des temps collectifs autour de repas et de sorties.

En 2018:

- > 44 tables ouvertes ont été animées le mardi midi, soit 403 repas adultes et 25 repas enfants.
- > 47 petits déjeuners ont été animés le vendredi matin, fréquentés par 261 adultes et 9 enfants.

Les temps collectifs sont des temps forts de la dynamique collective du service. Ils représentent pour nous un outil de médiation précieux où se travaillent le lien social et le vivre ensemble. Au travers des parcours et de l'activité prostitutionnelle, le lien à l'autre a été mis à mal et ces espaces collectifs participent à un processus de reconstruction de la confiance en soi et en l'autre.

Tables ouvertes du mardi midi

	Nombre de tables ouvertes	Nombre de personnes aux tables ouvertes		
		Adultes	Enfants	Total
1er trimestre 2018	12	99	9	108
2e trimestre 2018	10	86	7	93
3e trimestre 2018	11	100	5	105
4e trimestre 2018	11	118	4	122
TOTAUX	44	403	25	428

Petits déjeuners du vendredi

	Nombre de petits déjeuners	Nombre de personnes aux petits déjeuners		Total
		Adultes	Enfants	
1er trimestre 2018	11	69	5	74
2e trimestre 2018	12	63	2	65
3e trimestre 2018	12	66	2	68
4e trimestre 2018	12	63	2	65
TOTAUX	47	261	11	272

Permanences du lundi / Arrêt de la permanence du mercredi à partir du deuxième trimestre 2018

	Nombre de permanences	Nombre de personnes aux permanences		Total
		Adultes	Enfants	
1er trimestre 2018	21	161	11	172
2e trimestre 2018	13	119	6	125
3e trimestre 2018	13	124	5	129
4e trimestre 2018	14	126	6	132
TOTAUX	61	530	28	558

Nous avons fait le choix de maintenir une seule permanence le lundi après-midi pour les personnes accompagnées dans l'idée d'ouvrir une permanence le jeudi après-midi pour les nouvelles personnes, suite à la décision de suspendre les nouveaux accompagnements. Par ailleurs, il nous semblait important d'assurer une cohésion d'équipe à travers une permanence commune. Dans ce cadre- là, chaque personne accompagnée peut rencontrer un membre de l'équipe, n'étant pas forcément son référent. Cela permet d'introduire du tiers dans une relation souvent très individualisée.

Les statistiques qui suivent portent sur les 95 personnes qui ont été accompagnées par le service.

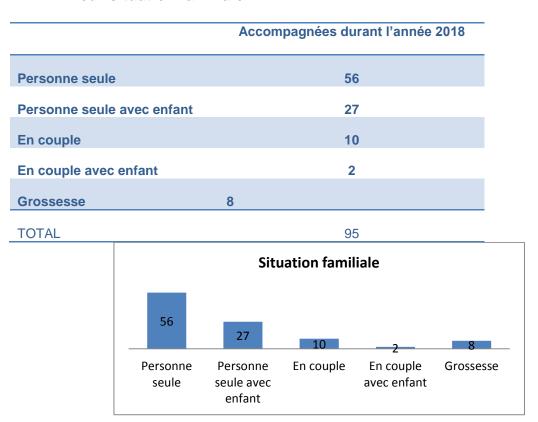
II- <u>Les personnes accueillies en 2018</u>

Hommes	7
Femmes	88
Total	95
Dont nouvelles personnes	23



Bien que le service ait accompagné davantage d'hommes cette année, la majorité du public reste des femmes. Les femmes sont la cible principale des violences, et notamment des violences sexuelles.

A. Leur situation familiale



B. Le nombre d'enfants

Personnes avec un enfant	13
Personnes avec deux enfants	10
Personnes avec trois enfants	1
Personnes avec quatre enfants	3
Personnes avec cinq enfants	1
Personnes avec six enfants	1
TOTAL	29

Personnes qui vivent avec leurs enfants	19
Personnes qui ne vivent pas avec leurs enfants	10

Nous accompagnons beaucoup de femmes enceintes ou avec enfant(s) qui nous rendent témoins de ce lien parent-enfant qui se construit. Les temps collectifs sont l'occasion d'aborder les questions de parentalité et la présence de la maîtresse de maison est un véritable soutien. Dans le cadre de cet accompagnement, nous sommes en lien avec le Conseil Départemental (service dédié aux personnes en situation administrative complexe, PMI, ASE), les acceuils mère-enfant, les établissements scolaires, l'hôpital couple enfant, les centres de plannification,...

Leur âge

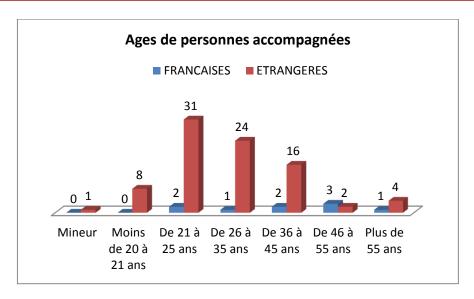
a) Age de l'ensemble des personnes accueillies

AGES	FEMMES	HOMMES
Mineur	1	
De 18 à 20 ans	8	
De 21 à 25 ans	31	1
De 26 à 35 ans	24	2
De 36 à 45 ans	16	2
De 46 à 55 ans	3	2
Plus de 55 ans	5	
	88	7

La tendance de rajeunissement du public constaté l'année précédente se confirme, puisque la moitié de la file active en 2018 a moins de 25 ans (12 personnes supplémentaires par rapport à l'année dernière). D'autant plus que nous avons des soupçons de minorité pour des jeunes femmes nigérianes malgré l'affirmation de leur majorité. En effet, nous savons que les réseaux de traite demandent aux jeunes filles mineures de déclarer une fausse identité et notamment une fausse date de naissance lors du dépôt de leur demande d'asile afin qu'elles apparaissent majeures afin de faciliter leur exploitation.

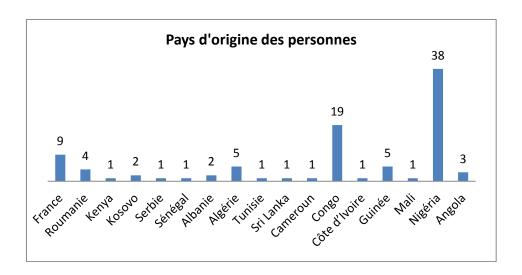
b) Age des personnes accueillies selon leur nationalité

AGES	FRANCAISES	ETRANGERES
Mineur	0	1
Moins de 20 à 21 ans	0	8
De 21 à 25 ans	2	31
De 26 à 35 ans	1	24
De 36 à 45 ans	2	16
De 46 à 55 ans	3	2
Plus de 55 ans	1	4
Total	9	86



C. Les pays d'origine des personnes

France	9
Roumanie	4
Kenya	1
Kosovo	2
Serbie	1
Sénégal	1
Albanie	2
Algérie	5
Tunisie	1
Sri Lanka	1
Cameroun	1
RDC	19
Côte d'Ivoire	1
Guinée	5
Mali	1
Nigéria	38
Angola	3



17 nationalités sont représentées au sein du service.

Le Nigéria reste encore cette année le pays d'origine le plus représentatif du public accueilli au service. Ceci n'est pas étonnant au regard du développement des réseaux nigérians de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle sur l'ensemble du territoire national.

France	8
Union européenne	4
Europe hors U.E	5
Afrique sub-saharienne	71
Afrique du nord	6
Asie	1
TOTAL	95

D. Situation administrative

Situation administrative	Nombre de personnes
> CNI	9
> CNI Citoyen européen	3
Carte de séjour vie privée et familiale :	
- Titre de séjour vie privée et familiale	1
- Titre Etranger malade	3
- Titre parents enfant malade	1
- Titre conjoint de français	1
- Titre 10 ans de présence en France	
- Titre Parent enfant français	
- Titre admission exceptionnelle au séjour L313 14	4
- Titre L 316-1	1
- Récépissé L 316-1	
 Attestation de demande de titre de séjour Etranger malade 	
- Récépissé Etranger malade	3
- Récépissé Parent enfant français	1
- Récépissé Conjoint de français	1
 Demande de titre de séjour Etranger malade 	
- Certificat de résidence 1 an Algérien	3
> Demande d'asile :	
- Procédure normale	10
- Procédure accélérée	2
- Dublin	1
- Protection subsidiaire	4
- Statut de réfugié	21
- Réexamen (procédure accélérée)	12
> Sans papier	9
> OQTF	1
Carte de 10 ans membre de l'UE	1
Parcours de sortie de la prostitution	3

L'accompagnement juridique représente un volet très important de l'accompagnement global de la personne. Le public accueilli est aujourd'hui majoritairement étranger, du fait du développement des réseaux de traite des êtres humains, ce qui nous a amené à adapter nos pratiques professionnelles. C'est pourquoi nous travaillons en lien avec une juriste qui est d'un grand renfort concernant la situation administrative et juridique des personnes accueillies.

Cette année, nous avons accompagné 50 personnes dans leur demande d'asile : 10 personnes sont en procédure normale, 2 en procédure accélérée et 1 en procédure Dublin. 25 personnes ont obtenu une protection internationale : 4 la protection subsidiare et 21 le statut de réfugié. Ceci est un élément positif, qui démontre la prise en compte de la vulnérabilité du public que nous accompagnons par l'OFPRA et la CNDA. Ceci nous encourage à poursuivre nos échanges avec ces institutions et notre

collaboration avec des avocats plaidant à la CNDA avec qui notre service a noué des liens privilégiés. 12 personnes ont déposé une demande de réexamen, ce qui est significatif de public accueilli qui dépose une première demande d'asile sous l'emprise du réseau et que nous accompagnons dans une demande de réexamen des mois, voire des années après, si une parole a pu se libérer.

Cette année, 19 personnes ont déposé une demande de titre de séjour auprès de la Préfecture et 3 personnes se sont engagées dans le parcours de sortie de la prostitution dans le cadre de la loi du 13 avril 2016.

F. Expression orale et écrite

> Expression orale

Non acquise	18
En cours acquisition	15
Acquise	62
TOTAL	95

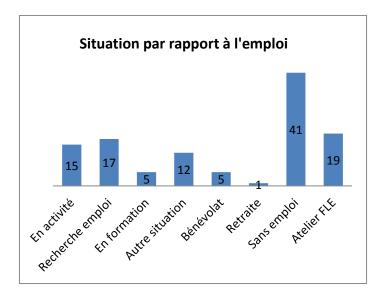
Expression écrite

Non acquise	50
en cours d'acquisition	8
Acquise	37
TOTAL	95

Nous orientons les personnes non francophones au sein d'ateliers socio-linguistiques, l'apprentissage de la langue française représentant une première étape dans le processus d'insertion socio-professionnelle des personnes accompagnées.

G. Leur situation par rapport à l'emploi

En activité	15
Recherche emploi	17
En formation	5
Autre situation	12
- Invalidité	4
- Congé maternité	1
Bénévolat	5
Retraite	1
Sans emploi	41
TOTAL	95
Atelier FLE	19



Un de nos objectifs de cette année 2018 a été de se **rapprocher du public étudiant**, à travers des temps de sensibilisation sur le campus. Par ailleurs, nous entamerons en 2019 un **diagnostic sur la prostitution étudiante** en lien avec la déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité/ **DDFE**.

Un nombre important de personnes sont sans emploi, n'ayant pas d'autorisation de travail en lien avec leur statut administratif. C'est pourquoi, beaucoup de personnes s'orientent vers le bénévolat afin de retrouver un sentiment d'utilité. Par ailleurs, cet engagement permet de retrouver une place de sujet et d'acteur et de se dégager d'une position de passivité et d'attente, très éprouvante psychologiquement.

H. Leur situation par rapport aux ressources

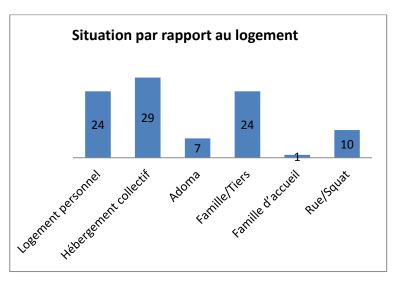
Ressources liées à l'emploi à un stage	18
RSA AAH ADA Garantie jeune Sans ressources Subsistances (CCAS Maison du Département, Ofii) Autres	19 3 16 1 34 5
TOTAL	95

En 2018, 18 personnes accompagnées vivaient des ressources de leur emploi ou de leur formation, 19 étaient allocataires du RSA, 3 percevaient l'AAH, 16 l'ADA en lien avec leur demande d'asile et une la garantie jeunes.

34 personnes n'ont perçu aucunes ressources, ce qui renforce la vulnérabilité de leur situation et vient faire obstacle au processus de réinsertion et de recherche d'alternatives à la prostitution. Afin de les soutenir dans la prise en compte de leurs besoins fondamentaux, nous déposons des demandes d'aides financières facultatives auprès du CCAS et des demandes de secours d'urgence et d'allocations mensuelles auprès du Conseil Départemental.

I. Le logement

Logement personnel	24
Hébergement collectif Chrs Umij Hébergement urgence Saint Paul CADA Adoma Famille/Tiers Famille d'accueil Rue/Squat	29 7 2 12 3 5 7 24 1
TOTAL	95



La problématique de l'hébergement reste au cœur des besoins exprimés par les personnes accompagnées. Beaucoup n'ont pas d'hébergement ou ont des solutions d'hébergement précaires. Cette absence de mise à l'abri représente un obstacle majeur pour la construction d'un parcours d'insertion et de recherche d'alternative à la prostitution. Nous constatons que cette problématique reste récurrente d'année en année.

Cette démarche de recherche de mise à l'abri demande du temps et beaucoup d'investissement de la part de l'équipe éducative au regard du manque de place structurelle, malgré les places spécifiques pour les femmes victimes de violence.

Les personnes en « hébergement d'urgence » ou « sans hébergement » se trouvent dans une situation d'angoisse prégnante. Les préoccupations quant aux besoins fondamentaux, comme dormir au chaud, à l'abri, manger, se laver, sont alors primordiaux et viennent parasiter le processus d'insertion. C'est pourquoi, il nous paraît indispensable de les accompagner très rapidement dans une solution plus stable afin qu'elles puissent se projeter dans un avenir et faire des choix d'alternatives. L'hébergement chez un tiers ne constitue souvent pas une solution pérenne mais au contraire peut renforcer la vulnérabilité de la personne et cacher des dépendances fortes et des relations d'emprise.

Cette notion de toit est à envisager à la lumière des problématiques spécifiques au système prostitutionnel. En effet, le fait d'occuper un logement privé peut être un des éléments de recours ou de maintien dans la prostitution du fait de l'absence ou de l'insuffisance de ressources.

Beaucoup de personnes que nous avons identifiées comme victimes de réseaux de traite des êtres humains nous évoquent des sous-location dans le parc privé. Nous savons que ces solutions sont souvent proposées par le réseau en contre-partie d'une participation fiancière non négligeable. Nous connaissons des formes de prostitution dite « co-locative ». Certaines annonces de propriétaire sont à peine voilées s'agissant de l'objet et de la nature du consentement attendu en contre-partie d'une solution d'hébergement.

J. Leur couverture sociale

Ont une couverture sociale	84
Sans couverture sociale	11
TOTAL	95

Les questions relatives à la santé et la médiation quant à l'ouverture des droits à la CMU et à l'AME représentent souvent une porte d'entrée lors des maraudes pour un accueil au service.

LEUR ARRIVEE A L'APPART

A. Comment les personnes sont entrées en contact avec l'Appart

Par un autre usager	31
Par les contacts de rue	18
Par autres associations/services sociaux	39
Par les services de santé	3
Autre	2
Par la police/gendarmerie	2
TOTAL	95

Au regard de ces chiffres, se confirme l'importance de poursuivre et de développer les actions de sensibilisation de nos partenaires et la démarche d'aller vers.

B. Leur situation concernant la prostitution

Ayant connu la prostitution	6	
En risque	2	
En situation de prostitution	16	
En situation de prostitution occasionnelle	12	
En recherche d'alternative à la prostitution	17	
En réinsertion	42	
TOTAL	95	

62% des personnes accompagnées se sont engagées dans une recherche d'alternatives à la prostitution ou en sont définitivement dégagés. Le travail autour de l'insertion sociale et/ou professionnelle s'inscrit dans le temps.

Ce pourcentage élevé s'explique par le fait que nous avons suspendu les nouveaux accompagnements pour une partie de l'année 2018. La majorité des nouvelles personnes accueillies lors des permanences du jeudi après-midi sont quant à elles toujours en situation de prostitution.

Personnes en risque de prostitution : personnes qui cumulent des fragilités : isolement, rupture familiale, violences subies, errance, absences d'interlocuteurs et de réponses majoritairement des jeunes pour qui la prostitution peut sembler être un recours.

Personnes en situation de prostitution : personnes qui se prostituent de manière régulière, les formes de prostitution étant très variées.

Personnes en situation de prostitution occasionnelle : prostitution d'appoint pour des personnes dans une situation financière précaire et/ou en détresse affective.

Recherche d'alternative : personnes pour lesquelles un processus de maturation d'un nouveau projet de vie est engagé.

Personnes en réinsertion : personnes engagées dans un processus de réinsertion, des démarches sont en cours pour la mise en œuvre d'un nouveau projet de vie

C. Les formes de prostitution

Dans la rue/routes	23
Prostitution indoor	15
Non précisé	3

La collaboration avec la compagnie de théâtre a pour objectif de développer les actions en direction de la prostitution indoor car cette forme de prostitution est beaucoup moins visible et pourtant extrêmement massive. C'est pourquoi, une de nos préconisations pour l'année 2019 est de poursuivre plus intensément la démarche d'aller vers au travers du phoning.

D. Organisation de la prostitution

Indépendante	12
Traite des êtres humains	42
Autres réseaux	14
Non précisé	7
Autre	1



59% des personnes accompagnées sont victimes de proxénétisme ou de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle.

Chapitre 4 : Espace Pléiade

Sommaire

ESPACE PLÉIADE I. Création et origine du service p.110 **Mission AVDL** II. p.110 III. Les différents types de mesures p.111 A. Vers le logement B. Lors du relogement C. Maintien dans le logement D. Mesure diagnostic IV. **Procédures/ Commissions** p.111 ٧. **Outils et pratiques du service** p.111

ESPACE PLÉIADE Accompagnement, Logement, Santé

I. Création et origine du service

Le service ESPACE PLEAIDE a été créé en 2012, dans le cadre d'un appel à projet de la DIHAL pour la mise en œuvre du dispositif AVDL (accompagnement Vers et dans le logement.). La création de ce service s'est construite conjointement entre le CHAI et l'association ALTHEA. Ce dispositif s'inspire du mouvement américain The Housing First ou Logement d'abord. Sur le principe, le logement d'abord repose sur la conviction que le logement est une condition préalable et nécessaire à l'insertion. La stabilité liée au logement en est alors un pré requis. Cela signifie qu'avant tout chose, les personnes en difficultés d'insertion doivent pourvoir s'installer dans un logement de droit commun.

Pour ce faire, une convention tripartite entre ALTHEA, le CHAI et la DDCS est signé chaque année pour la mise en œuvre et la continuité de ce service. En pratique, l'ESPACE PLEAIDE est composé de deux travailleurs sociaux à temps plein mis à disposition par le CHAI au sein de l'association ALTHEA. Les deux agents restent rattachés à la direction de la filière socioéducative du CHAI. Par conséquent, une réunion mensuelle est fixée avec la directrice de la filière socioéducative afin de rendre compte de l'activité du service, d'apporter un soutien technique dans les situations rencontrées. Concernant l'organisation du service, celui est piloté conjointement par la directrice de la filière socioéducative et le directeur de l'association.

II. Mission AVDL

Le dispositif AVDL, en ISERE, est piloté par la DDCS. Sur le territoire isérois, I AVDL est exercée par différents services ou associations dans l'objectif d'apporter une offre de service uniforme sur le département.

L'ESPACE PLEAIDE intervient sur une partie du territoire isérois à l'exception du NORD ISERE. Ce choix a été fait afin de conserver le même territoire d'intervention que le CHAI, et permettre le lien entre ce dernier et le service.

Le service ESPACE PLEAIDE a pour missions :

- ⇒ La mise en œuvre du dispositif AVDL
- ⇒ Favoriser l'accès aux soins des personnes en situation de précarité présentant des troubles psychiques
- ⇒ Apporter un éclairage technique aux services de droits commun sur les questions de santé mentale.

Dans le cadre de sa mission d'AVDL, L'ESPACE PLEAIDE reçoit un public présentant des troubles psychiques afférentes ou non à un service de soins. En travaillant sur l'accès ou le maintien dans un logement, le service peut proposer une évaluation sur les besoins en santé mentale et orienter vers les services compétents. Pour ce faire un partenariat a été mis en place avec les équipes réseaux du CHAI afin d'apporter un soutien technique.

III. Les différents types de mesures

Vers Le Logement :

Il s'agit d'apporter une aide dans la recherche d'un logement adapté, de faciliter les démarche d'accès au logement tout en confrontant les ménages à la réalité (signification d'avoir un logement pour soi, acceptation du logement lors de l'attribution).

Lors du relogement :

Il s'agit de faciliter l'installation et l'appropriation du logement (obligations du locataire, ouverture des droits, assurances), mais également de travailler autour de l'environnement (gestion des parties communes) et sur l'accès aux équipements de proximité (centres de santé, centres sociaux).

Maintien dans le logement :

Il s'agit d'intervenir le plus en amont possible et de travailler en articulation avec les différents dispositifs de droit commun. Il est proposé aux ménages, dont le problème de maintien dans un logement provient de difficultés d'insertion sociale ou de difficultés financières, un accompagnement social adapté à leur situation (prévention des expulsions, médiation avec le bailleur : retard de paiement, troubles de voisinage, difficultés de socialisation, déni de la situation).

Mesure diagnostic:

Il s'agit d'apporter une évaluation sociale permettant d'apprécier la nécessité, la durée et l'intensité du besoin d'accompagnement vers et dans le logement, soit pour des ménages non suivis par un référent social, soit pour des ménages pour lesquels la mesure est formulée dans le cadre d'une préconisation.

IV. Procédures / commissions

Les dossiers de demande AVDL sont étudiés une fois par mois en commission à la DDCS ou au POHI. A ce jour les POHI de la TAG, du VOIRONNAIS, et du NORD ISERE sont compétents pour l'étude des demandes d'AVDL ACCES. La DDCS étudie les demandes d'AVDL maintien de l'ensemble du territoire isérois et les AVDL Accès des territoires ne disposant pas de POHI.

Si le dossier est accepté, l'opérateur est mandaté pour un accompagnement de 6 mois auprès des ménages, renouvelable 2 fois. La demande d'accompagnement peut être sollicitée par un travailleur social, un mandataire judiciaire, bailleur social, ou dans le cadre d'une préconisation de la COMED.

V. Outils et pratiques du service

Afin d'accompagner le public pris en charge par le service, les travailleurs sociaux opèrent sur différents modes d'intervention : visite à domicile, accompagnement, entretien (individuel, familial), et coordination avec les services partenaires et instructeurs de la demande. Les personnes sont vues une fois par semaine en moyenne. L'accompagnement se veut *intensif* et de *proximité*.

VI Pas de statistiques sur l'activité 2018 :

Le service Pleiade n'est pas en mesure de nous fournir les statistiques 2018. En effet, à l'heure où nous rédigeons ce rapport, le service Pleiade ne fonctionne plus.

En effet, en fin d'année, les deux travailleurs sociaux apprenaient que leur mission telle qu'on la connaissait ces dernières années, prenait fin.

Voici ce qu'écrivait Clara G, fin 2017, lorsqu'elle projetait les grandes lignes de l'année 2018 :

« Pour 2018, nous aimerions travailler sur des temps de rencontre et d'information auprès des partenaires du médico-social (Tutelles, Conseil Départemental), mais aussi autour des questions liées au logement comme par exemple les procédures d'expulsion ».